

Chronique de la crise politique ‘Personne ne sait où et comment l’orage éclatera’ (Les Echos, 16 octobre)

Lucien Gauthier

Avant même les événements de ces derniers jours relatifs au cas de Leonarda, le quotidien patronal *Les Echos* (16 octobre) écrivait : « La fronde redoutée sur les retraites n'a pas eu lieu (...). En revanche, le gouvernement a été surpris par l'élection cantonale partielle de Brignoles qu'il n'avait pas vraiment anticipée. Depuis la victoire du FN, il s'affole. Ainsi va la météo politique et sociale de cet automne 2013. Elle est mauvaise, personne n'en doute. Les Français souffrent de la crise et grondent. Mais personne ne sait où et comment l'orage éclatera. » Un gouvernement fragilisé, en crise, soumis au moindre aléa.

Par milliers,
les lycéens dans les rues



A Paris, le 18 octobre.

Il a suffi que par milliers et milliers des lycéens descendent dans les rues à Paris et en province contre les expulsions pour que l'affolement gagne les sommets. Comme le rappelle *Le Parisien* (20 octobre), aucun gouvernement n'aime voir les lycéens dans la rue ; on ne sait jamais comment cela finit, pour preuve, le CPE en 2006.

Immédiatement, c'est un concert de protestations à gauche contre l'expulsion de Leonarda. Valls est mis en accusation par ses propres amis du PS, on voit même des ministres (Duflot, Peillon) se démarquer. Comme si le ministre de l'Intérieur faisait autre chose que d'appliquer la politique du gouvernement, qui non seulement n'a pas abrogé les dispositifs Sarkozy-Hortefeux, mais les a renforcés. Seule la droite défend Valls.

Au sommet de l'Etat, c'est panique à bord. « Peillon a lancé l'alerte rouge quant au climat dans les lycées... » (*Le Monde*, 22 octobre). Valls, qui était parti aux Antilles à grand renfort médiatique, doit écourter sa tournée et rentrer dare-dare à Paris.

Un président
dans la galère...

Immédiatement rentré à Paris, Valls, est convoqué samedi 19 octobre au matin à l'Élysée par le président de la République avec le Premier ministre. Le rapport sur l'expulsion de Leonarda conclut au respect de la loi, tout en notant un manque de discernement de la police.

C'est un Hollande dans le plus pur style de la V^e République qui convoque la presse à l'Élysée.

Après avoir annoncé que la loi a été respectée, il annonce, telle une mesure de



Intervention télévisée du chef de l'Etat le 18 octobre.

grâce royale, que si elle le souhaite, Leonarda peut revenir seule en France, alors que depuis le début de cette affaire les responsables gouvernementaux justifient l'interpellation de Leonarda pour ne pas la séparer de sa famille !

Comme le souligne l'éditorialiste de *Sud-Ouest* (21 octobre) : « Qu'allait-il faire dans cette galère ? (...) C'était au ministre de l'Intérieur, à la rigueur au Premier ministre de se mettre en avant ; certainement pas au président de la République. De François Hollande on aurait plutôt attendu qu'il siffle la fin de la récréation et remette un peu d'ordre dans sa majorité comme dans son gouvernement (...). Or loin de calmer le jeu, l'intervention présidentielle n'a fait que relancer la polémique. »

Une crise sans précédent
qui a franchi un seuil

Dans un face-à-face télévisé, Leonarda a aussitôt rejeté l'offre : « Une gamine de 15 ans qui prend à partie le chef de la cinquième puissance économique mondiale et qui lui fait la leçon » (*Le Figaro*, 21 octobre). Ce que le quotidien italien *La Stampa* (20 octobre) résume ainsi : « Gifle à François Hollande. Leonarda bat le président un à zéro. » A l'issue de l'intervention de Hollande, les critiques, loin de s'apaiser, furent de toutes parts. Le PG, le PCF, les Verts, mais surtout au PS où même le très discipliné Harlem Désir, premier secrétaire, contredit le président. Pour *Le Journal du Centre* (21 octobre), « paradoxalement, ce n'est pas l'opposition de droite qui menace le plus (la majorité présidentielle — NDR), mais le match PS contre PS ». Pour le quotidien espagnol *El País* (20 octobre), c'est « la plus grande crise politique de la présidence Hollande ».

Pour le quotidien *Le Monde* (22 octobre), « en un week-end, un seuil a été franchi » dans la crise politique.

Marseille, Brignoles

Le lendemain, dimanche 20 octobre, c'étaient les primaires socialistes à Marseille. Rappelons qu'au premier tour — qui avait lieu une semaine après la partielle de Brignoles où la gauche s'était effondrée —, la favorite des sondages et candidate de l'Élysée, la ministre Carlotti, avait été sèchement éliminée, tandis que la sénatrice Samia Ghali, qui avait donné à sa campagne une tonalité critique à l'égard du gouvernement, était arrivée première. Devant cette situation, l'Élysée, Matignon, l'appareil du PS s'étaient mobilisés pour que tous les candidats éliminés votent au deuxième tour pour le député Mennucci. Celui-ci a été élu, et, malgré cette coalition, Samia

Ghali est passée de 25 à 43 % des votants (4 000 voix en plus).

Lors de son discours, elle a directement mis en cause Hollande et Ayrault, et les électeurs et militants du PS présents dans la salle les ont hués. « Les huées à Marseille par les partisans de S. Ghali ont constitué un missile de plus » (*La Nouvelle République*, 21 octobre).

Retraites, budget...
ça tangué

« L'état de déliquescence dans lequel se trouve la majorité » (*Sud-Ouest*, 21 octobre), s'exprime à tous les niveaux. Alors que la discussion sur le budget est engagée à l'Assemblée nationale, des députés PS présentent une série d'amendements, provoquant publiquement dans l'hémicycle des altercations avec les ministres.

“Vous ne cessez de caqueter là-haut !
Nous, on va crever, on veut pas crever !
On crèvera pas !” Une syndicaliste de Gad (Finistère)



Manifestation des ouvriers de Gad.

Et pourtant, préalablement à ce débat, le groupe PS avait été réuni pour être recadré et se tenir à une solidarité sans faille avec le gouvernement. Il faut dire que ce dernier avait été échaudé par la question des retraites où, le jour même du vote final, alors que devant l'Assemblée se tenait une manifestation à l'appel de FO et de la CGT rejointes par Solidaires et la FSU, 17 députés PS s'abstenaient avec les élus radicaux et Verts, le PC votant contre... le député PS des Pyrénées-Orientales affirmant : « Les électeurs ne m'ont pas envoyé à l'Assemblée nationale pour voter l'allongement du départ en retraite ! » Mais rien n'y fait. Selon l'AFP (19 octobre), lors du débat sur le budget, « Valérie Rabault, une députée qui n'appartient pourtant pas à la gauche du PS, avait présenté un amendement remettant en cause la baisse des cotisations patronales accordée aux employeurs (...). L'amendement soutenu par certains socialistes et le Front de gauche avait été repoussé par la majorité des élus PS... ainsi que l'UMP. »

A propos de ce budget, sous le titre : « Le coup de semonce des grands patrons à Hollande », le quotidien *Les Echos* (21 octobre) indique : « Les grands groupes français exhortent le chef de l'Etat à baisser les dépenses publiques. »

“La grande Jacquerie”

C'est sous ce titre que Nicolas Baverez, chroniqueur au *Figaro*, analyse la situation actuelle. Il rappelle ces grandes révoltes paysannes au Moyen Age pour décrire la succession de crises (les élections partielles, les impôts, la liquidation industrielle et sociale). Et il conclut : « Les Français sont en train de verser dans la colère. Elle réunit toutes les conditions de grandes jacqueries. » Un sondage du *Journal du dimanche* donne 77 % de mécontents du gouvernement.

De fait, la panique gagne à tous les étages, notamment celui des élus PS à l'approche des municipales. Dans une note confidentielle en date du 27 septembre révélée par *Le Nouvel Observateur* (17 octobre), les préfets tirent le signal d'alarme : « Ce ressentiment ne trouve pas de relais dans les manifestations de voie publique et ne donne pas lieu à un mouvement de contestation structurée, mais les élus estiment qu'ils pourraient se traduire lors des prochaines échéances électorales par une forte abstention ou le vote pour les extrêmes. » Les élections municipales pourraient être aussi l'occasion d'une terrible déflagration politique.

Les explosions de colère se multiplient : celle qui voit les agriculteurs, les travailleurs, les pêcheurs, les routiers se mobiliser pour « ne pas crever ». Celle des travailleurs de l'automobile confrontés aux fermetures d'usines. Les lycéens dans la rue contre les expulsions. Les instituteurs et les parents vent debout contre la réforme des rythmes scolaires. Ces municipalités qui votent des délibérations contre la mise en œuvre de cette réforme en 2014.

Les milliers et milliers d'élus qui refusent l'intercommunalité forcée qu'on veut leur imposer.

Un fil en passe
d'être cassé

Et le chroniqueur du *Figaro* (21 octobre) de s'alarmer : « Le dernier fil qui tenait encore la nation était la stabilité des institutions (...). C'est ce fil qui est en passe d'être cassé par l'incapacité de François Hollande à assurer la fonction de chef de l'Etat et de l'opposition à lui opposer un projet alternatif crédible. »

Oui, la crise politique a franchi une étape



Le 15 octobre devant l'Assemblée nationale.

significative, matérialisée par l'absence de représentation politique à gauche et à droite. Pour François Bayrou, « le pouvoir perd la boussole ». Et Jean-Louis Borloo, dimanche 20 octobre au soir, a posé la question : « Qui peut croire qu'on puisse faire les trois ans et demi qui viennent comme cela ? » Bonne question. Car personne ne sait ce qui peut se passer. La citation des *Echos* en ce début d'article affirmait : « La fronde sur les retraites, n'a pas eu lieu. » Oui, mais elle peut encore avoir lieu sur les retraites ou sur un autre sujet. L'orage...

En Bretagne, ouvriers, paysans et pêcheurs refusent que tout s'effondre



« On a eu ArcelorMittal, on a maintenant l'agro-alimentaire

en Bretagne.

Ils font quoi là-haut ?

On a rencontré des élus,

à droite comme

à gauche. Ils nous disent

“oui, oui, oui”,

mais on ne voit rien.

Sauf que des sites

ferment, des salariés

sont licenciés. Jusqu'où

va-t-on nous laisser

aller ? Ils veulent

qu'on crève ? Les effets

d'annonce, ça suffit !

Si rien ne se passe,

il y aura le feu ! »

Nadine HOURMANT, déléguée syndicale
chez le volailler Doux (en liquidation), le 16 octobre 2013.

« C'est bien du pipeau !, s'insurge un syndicaliste. D'abord les 15 millions promis par le gouvernement, ça ne couvre pas le déficit actuel ; d'autre part, le transfert de l'usine à la communauté de communes, ça ne marchera pas. Les porcs n'iront pas à Lampaul, mais dans d'autres abattoirs... »

LE GOUVERNEMENT ACCEPTÉ LES LICENCIEMENTS

Le communiqué officiel issu de la réunion de crise indique que « chaque salarié sera accompagné personnellement et de façon globale pour répondre à toutes les difficultés auxquelles il aurait à faire face et trouver une solution à la suite de la perte de son emploi ».

Bref : le gouvernement accepte les licenciements. La proposition du maintien du salaire net (97 %) pendant un an, c'est l'application de la loi, rien de plus. Et au bout d'un an, que se passe-t-il ?

“RECONVERSION” ? POUR FAIRE QUOI ?

Le gouvernement annonce aussi le « lancement immédiat d'une mission pour recenser les possibilités de reconversion pour les salariés ». C'est aussi la proposition de Gérard Lahellec, au nom du groupe communiste au conseil régional, qui ne se prononce pas pour le maintien des emplois : « Ce dont nous avons besoin, dit-il, c'est d'un nouveau modèle socio-économique pour développer une économie de production, rémunératrice du travail, créatrice d'emplois et aménageuse des territoires. »

N'est-ce pas, avec le gouvernement, donner raison aux patrons : les salariés de l'agro-alimentaire devront changer de métier. Mais pour faire quoi ? « Seuls 10 % des 970 salariés de Doux licenciés l'an passé ont retrouvé un travail depuis », a indiqué un délégué syndical de l'entreprise. Lorsque toutes les usines ferment, il n'y a pas de reclassement possible.

DIRECTIVES EUROPÉENNES

Tout le monde sait que les licenciements sont provoqués par la politique de l'Union européenne, relayée par le gouvernement, qu'il s'agisse de la décision de mettre fin aux aides à l'exportation, ou de l'application de la directive européenne 96/71 qui permet à certains abattoirs, allemands notamment, d'employer des travailleurs « détachés » avec des salaires de misère.

Confronté aux mobilisations des travailleurs qui veulent du boulot, qui refusent les licenciements, le gouvernement propose donc un « pacte » : « L'élaboration de ce pacte fera l'objet d'une large concertation avec les forces vives économiques, sociales et politiques et d'une négociation entre l'Etat et la région, associant les collectivités locales. »

Comme le dit un délégué syndical de l'agro-alimentaire, « ils veulent nous rendre responsables de la crise et nous la faire payer », en tentant d'associer les organisations syndicales aux mesures de baisse du coût du travail, comme à PSA !

Et c'est ainsi que le gouvernement espère éteindre le feu de la colère qui s'étend en Bretagne !

(lire également en page 4)

A la suite de l'éruption de colère des travailleurs de l'agroalimentaire, mais aussi des manifestations et des grèves dans les télécoms, l'automobile où s'abattent également des plans de milliers de licenciements, le gouvernement a convoqué en urgence une réunion de crise le 16 octobre.

Avec nos correspondants locaux

Le jeudi 10 octobre, les salariés de l'abattoir Gad, à Lampaul-Guimiliau (Finistère), décident de bloquer le site les jours suivants, ainsi que l'aéroport de Brest et les routes à quatre voies. Les salariés d'Alcatel manifestent à Paris. Grèves successives à PSA, à Rennes où, également, les salariés de Renesas et Alcatel manifestent le vendredi 18 à l'appel de leurs syndicats. C'est la réponse de la classe ouvrière aux licenciements. Toutes les industries de la région sont touchées par une avalanche de licenciements depuis des mois : l'agroalimentaire, l'industrie automobile, la recherche. Dans leur éruption de colère, les travailleurs de l'agroalimentaire sont rejoints par des pêcheurs, des paysans ; ils prennent à partie des responsables politiques, médusés, devant les caméras de télévision.

Dans une atmosphère de panique générale, le gouvernement a tenu mercredi 16 octobre une réunion de crise avec pas moins de quatorze ministres plus le préfet de région. Il a adopté le plan Bretagne pour l'agroalimentaire, assorti de 15 millions d'euros. Le rachat par l'Etat de l'abattoir Gad est même annoncé, et confirmé par SMS au maire de la ville par le ministre Montebourg !

“C'EST DU PIPEAU !”

Dans *Le Télégramme* (21 octobre), le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, précise qu'en fait, ce rachat ne signifie pas maintien de l'abattoir et de tous ses emplois, mais plutôt l'inverse... « Gad a fait le choix de fermer cet abattoir. Maintenant, la question est de savoir ce que l'on fait de ce site. Il faut ouvrir toutes les possibilités de réindustrialisation », déclare en effet le ministre.

ÉDITORIAL

é

Lassitude ?

Daniel Gluckstein
Secrétaire national du POI

S'adressant à la presse ce 22 octobre, Jean-Marc Ayrault a fait état de ce que « l'immense majorité » des députés socialistes était « lassée des comportements » de certains députés PS « aux propos minoritaires et dissidents ». Sont visés ici les 17 députés du PS qui se sont abstenus sur la contre-réforme des retraites, fait peu courant sous la V^e République.

Ayrault ferait mieux de s'intéresser à la « lassitude » qui se transforme en colère dans tout le pays. Dans l'Oise, la totalité des maires réunis en congrès demandent la « remise à plat » de la réforme des rythmes scolaires, et pour commencer son report à 2015. En Bretagne, les salariés de Gad poursuivent leur action contre la fermeture de l'abattoir et les 889 suppressions d'emplois. Le maire PS de Quimper, pourtant proche de Hollande, évoque « une colère bretonne : les gens voient fermer les usines qui emploient sur 20 kilomètres à la ronde. Or au-delà, il n'y a plus rien. Ils ont le sentiment qu'il n'y a pas d'issue. »

Jamais un gouvernement n'était descendu si bas et si vite dans les sondages (lire page 2).

Qu'il s'agisse de la « réforme » des retraites, de la réforme Peillon sur les rythmes scolaires ou des plans de licenciements, quelque chose mûrit dans les profondeurs du pays. Cela s'est exprimé le 15 octobre, dans les rassemblements à l'appel commun de la CGT et de Force ouvrière, rejoints par la FSU et Solidaires. Au plan politique également, nombreux sont les militants et les travailleurs, de toutes tendances, qui cherchent à rassembler leurs forces pour contrer l'offensive du gouvernement, du capital et de l'Union européenne. Cela est vrai non seulement en France, mais aussi dans tous les pays d'Europe, où les mêmes politiques d'austérité et les mêmes contre-réformes reprises à leur compte par les gouvernements de toutes couleurs politiques provoquent contre elles la colère ouvrière et la recherche de l'unité.

Dans ce contexte, la décision des dirigeants du Parti communiste de s'allier au Parti socialiste aux élections municipales à Paris suscite une certaine perplexité, en particulier parmi les sympathisants du Front de gauche. Ian Brossat, chef de file du PCF dans la capitale, s'en est justifié ainsi : « La politique menée à Paris n'est pas de l'austérité. » Il n'y a pas, à Paris, augmentation des taxes locales et des impôts locaux, réforme des rythmes scolaires, suppressions d'emplois dans la fonction publique ? La loi sur la mise en place d'une métropole parisienne ne menace-t-elle pas les services publics parisiens et les statuts des personnels ?

Et puis surtout : à qui fera-t-on croire que les élections municipales de mars 2014 seraient d'abord des élections locales ? Non. Ce seront d'abord des élections nationales. S'y exprimera le rejet de la politique du gouvernement et de l'Union européenne. L'accord électoral parisien est une bouée de sauvetage lancée par les responsables du PCF en direction d'un gouvernement rejeté par toutes les couches de la population, en particulier les couches ouvrières et populaires.

A quoi cela peut-il aboutir ?

Le front commun avec le gouvernement Hollande-Ayrault, c'est en réalité un front commun avec la politique d'austérité dictée par Bruxelles et la Banque centrale européenne de Francfort, c'est-à-dire en dernière analyse, par la classe capitaliste et les multinationales américaines.

Seul le front unique des travailleurs et de leurs organisations pour défaire la politique du gouvernement Hollande-Ayrault et de l'Union européenne sauvera la classe ouvrière et la jeunesse de la catastrophe.

>>>> En Bretagne, ouvriers, paysans et pêcheurs refusent que tout s'effondre

INTERVIEW

Le jeu des grands groupes pour écraser les salaires

Les explications de S. Salim, délégué syndical à la Cooperl, abattoir de porcs à Lamballe (Côtes-d'Armor).

D'où vient le cataclysme qui s'abat sur l'industrie agroalimentaire en Bretagne ?

Pour moi, il y a deux facteurs à la situation actuelle. Le premier, c'est la grande distribution qui met en concurrence les viandes d'Allemagne notamment. Le deuxième, c'est le dumping social pratiqué par l'Allemagne et l'Espagne qui, s'appuyant sur la directive Bolkestein, utilisent la main-d'œuvre à bas coût. Il y a également le refus de faire un étiquetage précis des produits (lieu de naissance, d'élevage, abattage, transformation). Fleury Michon, par exemple, achète la moitié de sa viande à l'étranger mais la transforme en France.

Que penses-tu des propositions que le gouvernement a faites le 16 octobre ?

C'est un pansement sur une jambe de bois. Cela ne suffit même pas pour

relancer Gad ; ce n'est même pas la moitié des salaires pendant un an.

Y a-t-il des menaces dans ton entreprise ?

La direction utilise la situation pour menacer les salariés et propose un accord dans le cadre de l'ANI (*accord national interprofessionnel, signé par le Medef et la CFDT le 11 janvier dernier, et transcrit dans la loi — NDLR*). Elle voudrait augmenter le temps de travail et diminuer le nombre de salariés en licenciant des intérimaires et des CDD. Ils s'engouffrent tous là-dedans.

Comment peut-on résister ?

En se liguant et en disant les choses comme elles sont : l'ANI ne peut être la solution, surtout qu'on est déjà payé à coups de trique ! ■

PSA > Grève massive le 16 octobre

« On veut du boulot ! On veut du boulot ! »

« On veut du boulot ! On veut du boulot ! » C'est avec ce slogan que près de 2 500 ouvriers de l'usine PSA, à La Janais près de Rennes, ont débrayé le 16 octobre à l'appel de l'ensemble des syndicats de l'usine. La production a été arrêtée. Ce qui s'exprime, en fait, c'est le rejet du plan Varin.

A lors que 1 400 licenciements sont décidés pour 2014 et que 76 jours ont déjà été chômés depuis le début de l'année, la direction du groupe entend imposer un nouveau « contrat social » en application de l'ANI signé par la CFDT, la CFE-GCC et la CFTEC, transposé en loi par le gouvernement Hollande.

La direction tente d'imposer par ce projet une régression importante des conditions de travail et de salaires : blocage des salaires en 2014, 2015, 2016, baisse des primes, suppression de la prime de rentrée (168 euros), baisse de la majoration des heures supplémentaires de 45 à 25 %, des heures de nuit de 18 à 15 %).

Du 10 au 13 septembre dernier, des débrayages avaient déjà eu lieu dans

les usines PSA. La CGT appelait, seule, contre la signature de ce « contrat social ».

Nouveau débrayage le 3 octobre à l'appel, cette fois, de la CGT et de la CFDT : plus de 650 salariés ont fait grève, la chaîne était bloquée pour l'équipe du matin et très fortement ralentie pour l'équipe de l'après-midi. Ce 16 octobre, tous les syndicats de l'usine ont appelé à débrayer. La mobilisation s'est amplifiée parce que chacun sait qu'à ce jour, la pérennité de l'usine n'est pas garantie.

Le 18 octobre, deux organisations syndicales ont annoncé qu'elles envisageaient de signer le « contrat social » au plan national. Un comité central d'entreprise est prévu le 24 octobre. Nous y reviendrons. ■

ALCATEL-LUCENT, RENESAS, DESIGN, PARKER...

Manifestation à la préfecture de Rennes contre les licenciements

A l'appel des syndicats CGT, CGC et CFDT d'Alcatel-Lucent et de Renesas Design (ex-Mitsubishi), deux cents salariés se sont réunis, vendredi 18 octobre, pour soutenir la délégation qui a été reçue par le préfet.

Les deux sites doivent être fermés : plus de 120 licenciements annoncés chez Alcatel, 176 licenciements programmés chez Renesas Design. Des syndicalistes de PSA sont présents, d'Orange R&D également. Une vingtaine de salariés de Parker France, avec leur syndicat FO, ayant appris le rassemblement par la presse, sont venus s'y joindre : 314 licenciements sont annoncés dans cette entreprise, dont 27 à Rennes.

Le délégué CGT chez Renesas Design résume la situation : « Depuis cinq mois nous alertons les pouvoirs publics ; les licenciements peuvent être prononcés dans quinze jours dans l'indifférence de l'Etat. Renesas Design, qui vient d'annoncer 1,5 milliard d'euros de bénéfices, va empocher 13 millions d'euros de crédit d'impôt recherche, et nous serons licenciés ! » ■

Conférence nationale POUR L'UNITÉ ET LA RÉSISTANCE 30 NOV. PARIS

Le congrès des fonctionnaires CGT exige "le retrait de la réforme des retraites"

Interview d'Alain Roques, syndicaliste dans la fonction publique



Tu es l'un des six initiateurs de la conférence du 30 novembre pour l'unité et la résistance. Comment vois-tu cette conférence après le 15 octobre ?

Je pense que nous avons eu raison de reporter cette conférence au 30 novembre. Cela a permis de s'engager dans la préparation et la bataille pour le 15 octobre.

Le 15 octobre est un point d'appui supplémentaire par rapport à ce que nous cherchons à faire, c'est-à-dire exprimer sous toutes les formes possibles la résistance à l'ensemble des mesures qui sont prises aujourd'hui par le gouvernement Hollande-Ayrault, entre autres la contre-réforme des retraites, mais pas seulement elle. Le 15 octobre n'était pas prévu dans le paysage. Car, au soir du 10 septembre (marqué dans sa préparation par des prises de position unitaires CGT, FO, FSU, Solidaires pour le succès du 10), il a fallu attendre un certain temps pour qu'il y ait une proposition qui soit faite, très floue au départ, puis ensuite se précisant sur le 15 octobre, et cela a choqué pas mal de camarades dans mon syndicat. La situation telle qu'elle s'était enclenchée n'était pas de nature à favoriser une mobilisation à un niveau supérieur à celle que l'on avait pu observer le 10 septembre. En même temps, ça a existé. Le 15, j'étais dans un congrès syndical. Les camarades de mon syndicat, à Paris, m'ont dit : ce qui nous a frappé, c'est que, d'une part, contrairement à ce que la presse et d'autres essayaient de nous faire croire, la manifestation de Paris, même si elle était inférieure en nombre à celle du 10 septembre, n'était pas ridicule. Et surtout, les quatre secrétaires généraux confédéraux de la CGT, de FO, de la FSU et de Solidaires, se sont retrouvés devant l'Assemblée nationale pour exprimer, suivant leurs termes qui pouvaient être différents, leur hostilité à la contre-réforme des retraites. C'est d'une importance considérable à un moment où tout le monde, et en premier lieu le gouvernement, a tout fait pour essayer de briser l'axe qui s'est matérialisé depuis la bataille sur l'ANI entre la CGT et FO, rejoint par Solidaires et la FSU.

vouloir à toutes forces changer la structure de l'UGFF, dans un contexte où la structure telle qu'elle existe nous a permis de nous battre, certes avec des défauts, par rapport aux revendications essentielles, c'est-à-dire la défense du statut de la fonction publique et des statuts particuliers qui régissent chacun des corps de fonctionnaires et qui garantissent leur indépendance.

Cette volonté de liquider les fédérations a concentré la préparation du congrès. Cela a été perçu par un certain nombre de camarades comme quelque chose où passait à la trappe la discussion sur ce qu'on peut faire. On retombe sur la question de la contre-réforme des retraites. Comment peut-on faire pour être efficace par rapport à la défense des revendications aujourd'hui ? Et notamment sur ces aspects statutaires, à un moment où Marylise Lebranchu a commandité avec Jean-Marc Ayrault une mission, la « mission Pêcheur », qui vise à dynamiser le statut, ni plus ni moins ; à créer des corps interministériels qui pourraient permettre d'aboutir à la mobilité forcée d'une masse de fonctionnaires et, par là même, aussi, à détruire les corps qui sont structurés dans la fonction publique.

Tu as évoqué un congrès syndical où tu étais ?

Il y a un lien direct entre la résistance qui s'est manifestée le 10 septembre puis le 15 octobre et ce qui s'est exprimé dans le congrès syndical. J'étais au congrès de l'Union générale des fédérations de fonctionnaires CGT (UGFF). A l'ordre du jour, il y avait la transformation de cette union des fédérations de fonctionnaires en une fédération unique appelée « Fédération des missions publiques » qui menaçait directement la pérennité des fédérations existantes (à l'Équipement, dans les Finances, dans l'enseignement, la recherche et la culture etc.). Un nombre important de camarades militants, mais aussi de syndiqués, se sont demandés pourquoi

dications. C'est ça, là aussi, la discussion par rapport à la conférence du 30 novembre.

Ce qui est aussi intéressant, et je pense que ces deux choses sont reliées, c'est que ce congrès a adopté un certain nombre d'amendements au document d'orientation, amendements présentés par différents syndicats et se situant sur un terrain d'indépendance.

Ce qui me semble le plus significatif, c'est l'appel issu de ce congrès. Il s'adresse aux militants, mais également aux fonctionnaires ; il se prononce ouvertement contre le projet de loi de finances, le considérant comme un élément emblématique de la politique d'austérité, multipliant les cadeaux au patronat, alors que les salaires sont bloqués et que des dizaines de milliers d'emplois sont en passe d'être supprimés en continuité de la politique du gouvernement Sarkozy. Il se prononce contre la suite de la RGPP dans la fonction publique. Il exige « l'abandon » de l'acte III de la décentralisation et du projet de loi métropole et « le retrait de la réforme des retraites ».

Autre élément important de l'appel : alors qu'il vient d'y avoir un texte signé associant un certain nombre de syndicats avec la CFDT, uniquement sur les salaires (pour permettre sa signature), le texte se conclut par : « Le congrès affirme haut et fort qu'augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux, forme un tout indissociable de la défense de la protection sociale et de nos retraites, permettant de relancer l'économie et l'emploi », ce qui n'est pas signable par la CFDT.

Si je comprends ce que tu dis sur ce congrès, cela ouvre la possibilité de discuter à une très large échelle de la proposition de la conférence du 30 novembre ?

Sur la base des discussions que nous avons pour préserver l'organisation syndicale, pour faire que l'organisation se situe sur un terrain de défense intransigeant des revendications face au gouvernement, j'ai discuté avec un nombre assez important de délégués, à tous les niveaux, de responsables de fédérations, de responsables de syndicats nationaux ou de simples délégués dans ce congrès.

Un certain nombre ont signé l'appel et, tous, qu'ils aient signé ou pas, ont été intéressés par la proposition qui est faite de se rassembler pour avoir une discussion sur comment peut-on avancer ensemble, parce qu'on sait tous que la masse des militants, la masse des syndiqués, reflétant l'état d'esprit de tous, estiment que ce n'est pas possible de continuer comme ça, avec une politique qui continue et amplifie les mesures du gouvernement précédent et qui, pour l'instant, s'applique. Tous ont conscience que tout ce qu'on a fait, et qui s'exprime dans ce congrès aussi, est un élément qui va peser sur la situation à venir, et je pense, en premier lieu, au fait qu'on a pu préserver l'axe unitaire CGT-FO-FSU-Solidaires. ■

« Il y a un lien direct entre la résistance qui s'est manifestée le 10 septembre puis le 15 octobre, et ce qui s'est exprimé dans le congrès syndical »

Réunion d'élus de l'Hérault

“Nous demandons au président de la République de nous laisser le libre choix de nous associer ou pas...”

Maryse Launais

Le 2 octobre s'est tenue une réunion d'élus à Saint-Gervais-sur-Mare, dans l'Hérault, appelée par huit maires, adjoints et conseillers municipaux du département, tous signataires de la proposition de loi qui exige le retour à la libre administration des communes, et soutenant la délégation nationale d'élus auprès de François Hollande. Avec Gérard Schivardi, neuf élus y étaient présents. Dix de leurs collègues s'étaient excusés, apportant tous leur soutien.

Dans la discussion : Jean-Luc Falip, maire et conseiller général de Saint-Gervais-sur-Mare : « Je suis heureux de vous rencontrer. Nous partageons les mêmes problématiques et les mêmes révoltes. »

Gérard Schivardi, maire de Mailhac (Aude) : « Les préfets ont le pouvoir à travers la commission départementale de coopération intercommunale (CDCI) de regrouper plusieurs communautés de communes, mais après, il faudrait passer "au fait métropolitain". C'est ce qu'exigent Hollande et l'Union européenne. La réunion de Saint-Haon-le-Châtel a décidé de demander audience à Hollande en personne. A ce jour, 930 élus ont signé. L'Association des maires ruraux de France (AMRF), qui a lancé une pétition contre la confiscation du plan local d'urbanisme (PLU) par l'intercommunalité prévue par la loi Duflot, a titré son dernier communiqué comme nous : "Non à l'interco forcée".

Contre l'intégration forcée au Grand Roanne, tous les maires ont démissionné, puis ont été réélus à 85 %, et ils sont intégrés de force ! A Mailhac, au 1^{er} janvier, nous sommes intégrés de force au Grand Narbonne contre la volonté de la population et des élus ! Le redécoupage des cantons est une catastrophe : dans l'Aude, ils veulent créer un canton de quatre-vingt-dix-huit communes, où le conseiller gé-

ral devra faire trois heures et demie de route. On passerait de trente-cinq à dix-neuf cantons, mais à... trente-huit conseillers généraux au lieu de trente-cinq ! Il faut lutter contre notre disparition pure et simple. »

Jean-Luc Falip : « Notre crainte, c'est que la ruralité soit sous-représentée dans les assemblées décisionnaires. »

Bruno Mouillaud, premier adjoint au maire de La Caunette : « Le conseil général affichait lors du projet Sarkozy de décentralisation : "La réforme, c'est moins de transports publics et scolaires", un paquet d'élus sont allés manifester à Montpellier. Après les élections sénatoriales, on s'est dit que le projet avait un coup dans l'aile ! Et on lit qu'il y a eu un accord entre préfet et CDCI pour une intercommunalité de La Salvetat au Minervois ! A La Caunette, nous avons pris l'initiative d'un regroupement de défense des communes. Là-dessus, il y a eu une nouvelle majorité, et les choses empirent. Nous sommes inquiets, mais les élus et la population se battent en Alsace, à Roanne, à Marseille. Derrière, il y a l'ambition du gouvernement de faire rembourser la dette à la population et de prélever 4,5 milliards sur le dos des collectivités locales. C'est pourquoi nous avons pris l'initiative de cette réunion pour faire front ensemble. Rien n'est joué. Il faudrait s'adresser à tous les collègues. Dans les communes des hauts cantons, nous allons perdre La Poste, l'école, les commerces de proximité. »

“SI LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REFUSE, LA QUESTION SERA POSÉE D'ALLER MANIFESTER À PARIS”

Rémi Pailles, maire de Joncels et conseiller général : « On est contre l'intercommunalité forcée, c'est le seul sujet de ce soir, donc que va-t-on faire ensemble ? Je me suis démené, j'ai écrit à l'AMRF, c'est la seule association d'élus qui nous défende. »

Gérard Schivardi : « Nous demandons au président de la République de nous laisser le libre choix de nous associer

ou pas. S'il ne l'accepte pas, la question sera posée d'aller manifester à Paris. On ne peut pas dissocier la métropole de l'intercommunalité forcée. »

Henri Poumayrac, maire de La Caunette : « Avec l'intercommunalité forcée, on est passé de 150 000 euros à un million en frais de fonctionnement ! »

Rémi Pailles : « J'étais présent à la réunion de la CDCI en préfecture pour m'y faire entendre. On nous a écouté, mais nous n'avons pas été entendus. Cette commission était verrouillée à l'avance par le rapporteur général de la CDCI qui est député de l'Hérault et vice-président du conseil général. La majorité des votants étaient des conseillers généraux, même si certains siégeaient à d'autres titres. Je rends hommage à ceux et à celles qui ont boudé cette CDCI. Ils ont fait preuve d'honnêteté intellectuelle et ont montré qu'ils n'étaient pas des "godillots". La question, c'est : "Qu'est-ce qu'on fait ?" »

Gérard Schivardi : « Nous avons une revendication précise contenue dans la proposition de loi que nous faisons signer : rétablir la liberté pour les communes de s'associer ou de se dissocier librement. »

Jean-Luc Falip : « Nous faisons confiance à cette délégation qui va aller voir le président. »

Thierry Cazals, maire de Cazedarnes : « Il faudrait relancer les maires et leurs conseils municipaux afin d'obtenir plus de signatures. »

Rémi Pailles : « Au congrès des maires de France, il nous faut des représentants pour faire connaître notre point de vue. »

Tous les élus sont tombés d'accord pour qu'après approbation, ce compte rendu soit rendu public auprès des maires de l'Hérault avec l'appel à signer la demande d'audience au président de la République. Une prochaine réunion se tiendra pour rendre compte de cette délégation. Un maire qui participait à cette réunion a fait signer dès le lendemain plusieurs maires de sa communauté de communes. ■

Groupe Lagardère

Avec leurs syndicats, les salariés manifestent devant le siège contre le plan de cession de pans entiers du groupe



Photo correspondant

RASSEMBLEMENT, LE 17 OCTOBRE, DEVANT LE SIÈGE DU GROUPE LAGARDÈRE : Le projet de "modification de périmètre" France ne passe pas ! Comme l'affirme la motion adoptée à l'unanimité le 26 septembre par la plus massive assemblée générale qu'aient connue Lagardère Active (1 000 personnes)...

“Le projet de "modification de périmètre" pour la presse magazine France ne passe pas ! » Comme l'affirme la motion adoptée à l'unanimité le 26 septembre par la plus massive assemblée générale qu'aient connue Lagardère Active (1 000 personnes) : « Les organisations syndicales et les salariés refusent avec fermeté ces projets de cession, préjudiciables à un plan de licenciements sur de nombreuses entités du groupe (publicité, services transverses, rédactions, etc.). »

Près de 400 salariés du pôle presse magazine de Lagardère Active ont manifesté le jeudi 17 octobre devant le siège du groupe à Levallois (Hauts-de-Seine) à l'appel de leurs organisations syndicales, a constaté l'AFP. « Cela fait maintenant quatre mois que des menaces pèsent sur les salariés, et nous n'avons toujours pas de réponses, ni l'ombre d'une réelle explication, ni la moindre communication interne », déplore l'intersyndicale rassemblant les syndicats CGT, CFDT, FO, SUD et le SNJ.

“APPEL À LA GRÈVE RECONDUCTIBLE À PARTIR DE LUNDI 21 OCTOBRE”
Dans un tract, elle s'interroge : « Ce silence assourdissant est-il un aveu sur l'ampleur du plan en prépara-

tion ? La direction pense-t-elle qu'en laissant planer des menaces de liquidation nous allons accepter, comme moindre mal, une grosse amputation et de voir nos droits remis en cause par une nouvelle "réorganisation" ? » « Seule notre mobilisation peut peser sur les décisions que l'on nous présente comme inéluctables. On nous parle de "croissance", de "diversité", de "dynamisme"... Mais derrière cette sémantique éculée se cache toujours la même logique financière, au mépris de nos métiers, de nos emplois, de notre avenir. Derrière le "coût du travail" (et des structures), se cache la volonté de satisfaire prioritairement les actionnaires » (extrait du tract intersyndical).

Réunis en comités d'entreprise extraordinaires ce jeudi 17 octobre, les élus du personnel appellent « tous les salariés, de toutes les entreprises concernées, de tous les services et rédactions, du papier comme du numérique, à la grève reconductible à partir de lundi 21 octobre pour interdire la publication de tous nos magazines la semaine prochaine. Non au projet présenté par Denis Olivennes ! Non aux ventes et fermetures de titres ! Non aux licenciements ! » (extrait de la déclaration unanime des élus des comités d'entreprise et des organisations syndicales). ■

France Télévisions

Appel à la grève le 7 novembre

Le 16 octobre dernier, les syndicats CCT, CFDT, FO et SNJ de France Télévisions ont déposé un préavis de grève pour le 7 novembre prochain. Dans leur communiqué, ils en expliquent les raisons :

“A la suite de la diffusion du plan de suppressions d'emplois annoncé lors du comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire du 15 octobre 2013, les organisations syndicales de France Télévisions appellent l'ensemble du personnel à cesser le travail le 7 novembre 2013, à compter de 0 heure (heure locale) et pour une durée de vingt-quatre heures. Elles exigent :

— Le retrait du plan de suppressions de postes organisant notamment l'asphyxie des services administratifs, techniques et journalistes dans les outremers, les régions et au siège, la mise en place illégale et dangereuse des poly-compétences, la réduction alarmante de la fabrication interne, la fermeture de la rédaction de l'Agence internationale d'images de télévision (AITV), l'externalisation du sous-titrage de France 2.
— La négociation d'un projet alternatif qui permette une gestion intelligente de la pyramide des âges afin de rajeunir les effectifs, de requalifier les précaires, et de faire face à tous les enjeux de développement. » ■

Institut régional du travail social de Talence (Gironde)

400 étudiants manifestent à la préfecture et à la région

Bordeaux, 16 octobre, place Pey-Berland. Futures assistantes sociales, éducateurs spécialisés, etc., l'ensemble des étudiants de l'Institut régional du travail social (IRTS) de Talence, première, deuxième et troisième année confondues, se regroupent progressivement.

Estelle, étudiante en deuxième année, explique : « On est quarante-cinq en deuxième année actuellement privés du stage

qui doit commencer le 28 octobre ! La loi Fioraso rend obligatoire dans la fonction publique, jusque-là exemptée, une gratification pour les stages de plus de huit semaines (437 euros mensuels). Mais les collectivités locales, les organismes d'Etat ou de santé concernés disent : on n'a pas le budget pour ça !

C'est notre diplôme qui est remis en cause : sans le minimum horaire de pratique, nous ne pouvons pas nous présenter au diplôme d'Etat !

Alors, nous avons tenu une assemblée générale des soixante étudiants, nous nous sommes adressés à tous, puis il y a eu une assemblée de délégués des différentes années et secteurs.

Nous nous sommes adressés aux ministres Touraine et Fioraso, ainsi qu'à la vice-présidente de la région, à la DGS... Toujours rien. D'où la manif. »

11 heures. Tout le monde est là, ainsi que les personnels syndiqués à la CGT, à FO, à la FSU, à SUD.

« C'est la région qui gère financièrement l'IRTS, explique Denis Tonnadre, responsable du syndicat FO des travailleurs sociaux, avec une dotation de l'Etat... qui refuse de se soumettre à ses propres exigences législatives. Il faudrait 120 000 euros avant le 28 octobre : une goutte d'eau dans le budget de la région... qui pourra se retourner vers l'Etat ensuite ! »

Le cortège, très remonté, se rend, à la préfecture, au conseil général (PS) pour terminer devant l'hôtel de région (PS) en sit-in où les étudiants donnent la parole aux syndicats, applaudis, et concluent en exigeant que la région passe aux actes et que l'Etat respecte ses engagements.

Correspondant ■



Photo correspondant

Rythmes scolaires

Le rejet de la réforme monte de toutes parts

400 élus de l'Oise demandent le report et une "remise à plat" de la réforme !

D'ici à la mi-décembre (1), les conseils municipaux des 82 % de communes du pays qui n'appliquent pas la réforme des rythmes scolaires à cette rentrée 2013 devraient remettre leur « projet éducatif territorial » (définissant des « activités » périscolaires) aux directeurs académiques des services de l'Education nationale (Dasen).

De plus en plus nombreux sont les élus qui, comme les enseignants et les parents d'élèves, rejettent cette contre-réforme. Ils mesurent parfaitement ce que signifie le fait que le projet éducatif territorial peut « aller jusqu'à s'ouvrir à l'ensemble des temps scolaires, périscolaires ou extrascolaires » (décret Peillon du 24 janvier 2013). C'est la porte ouverte à une école différente d'une ville à l'autre, d'un quartier à l'autre, soumise à toutes les pressions politiques ou religieuses.

C'est la remise en cause de l'égalité de traitement et donc du droit à une même instruction sur l'ensemble du territoire national pour tous les enfants.

Ce serait la fin des programmes nationaux d'enseignement, de l'école laïque et gratuite.

L'Union des maires de l'Oise, réunie en congrès le samedi 19 octobre, vient de voter, à la quasi-unanimité des membres présents — plus de 400 élus de l'Oise — une motion demandant le report et proposant « une remise à plat de la réforme » !

Et alors que les conseils municipaux commencent à peine à délibérer, certains décident déjà de ne pas mettre en place la réforme dans leur commune. Au moment où les syndicats d'enseignants de Paris (SNUipp-FSU, SNUDI-FO, CGT, SUD et CNT) et le syndicat FO de la Ville appellent à la grève le 14 novembre, exigeant « l'arrêt du dispositif actuel » et « l'abrogation du décret », et alors que cette question de la grève est posée au plan national, nul doute que ce rejet est appelé à prendre de l'ampleur dans les semaines qui viennent.

Laurence Fayard

(1) Les dates ayant été fixées par chaque Dasen, elles varient d'un département à l'autre, allant de la fin du mois d'octobre à la mi-décembre.

Ris-Orangis (Essonne)

Grève massive des enseignants le 17 octobre

Deux semaines après la grève massive des enseignants d'Aubervilliers, le 17 octobre, 75 % des enseignants du primaire de Ris-Orangis étaient à leur tour en grève.

Ils y avaient été appelés par une assemblée générale d'enseignants de la ville réunis le 11 octobre avec leurs sections syndicales SNUDI-FO, SNUipp-FSU et CGT Educ'action, qui avaient décidé à l'unanimité de s'adresser à tous leurs collègues pour qu'ils se mettent en grève pour la suspension de l'application de la réforme des rythmes scolaires.

Ris-Orangis fait partie des municipalités de la région parisienne dont le maire PS a décidé de passer en force et d'appliquer le décret Peillon sur les rythmes scolaires à cette rentrée 2013.

Le 17 octobre au matin, une nouvelle assemblée générale des enseignants, porteuse d'une pétition demandant la suspension de l'application de la réforme et contresignée par quarante-deux d'entre eux, décidait de se rendre de nouveau à la mairie pour interpellier le maire.

Une centaine d'enseignants déterminés ont occupé la salle des mariages, contraignant le maire à les recevoir au bout de deux heures. La pétition lui a été remise en mains propres.

Photo correspondant



Une centaine d'enseignants et de parents ont occupé la mairie, contraignant le maire à les recevoir.

À la demande de suspension de l'application de la réforme, le maire a rétorqué qu'« il ne voyait pas l'efficacité d'une suspension de la réforme car inévitablement la réforme devra être mise en œuvre », ajoutant qu'il était « pour l'esprit de la réforme des

rythmes scolaires » car « cette organisation permet, comme le souhaite la ville depuis longtemps, une articulation entre le temps de l'Education nationale et le temps de l'éducation populaire » ; et il a conclu ainsi : « Comment faites-vous si vous sus-

pendez la réforme maintenant pour la mettre en œuvre en 2014 ? »

Précisément, les enseignants avec leurs sections syndicales, les parents, et des élus en nombre croissant, ne veulent pas davantage de la réforme en 2014 qu'en 2013 ! À suivre. ■

Menhecourt (Somme)

Mobilisation de parents pour que la mairie fasse marche arrière

Un mouvement de parents d'élèves du groupe scolaire Dany-Pruvot, à Menhecourt, pour l'arrêt de l'application de la réforme des rythmes scolaires, s'est développé à la veille des vacances scolaires.

Ceux-ci ont en effet décidé de bloquer l'accès à l'école le mercredi matin pour exprimer leur refus de la réforme. Ils expliquent : « Nos enfants sont fatigués car ils ne peuvent plus se reposer le mercredi matin, c'était une coupure dont ils avaient besoin. En plus, le temps d'ensei-

gnement est raccourci et il faut aller vite pour réaliser le programme ».

« Dès ce mercredi 16 octobre, informe Le Journal d'Abbeville, les parents d'élèves de l'école de Menhecourt vont donc symboliquement "empêcher" les enfants d'entrer (hormis ceux ne pouvant être gardés) (...). Le souhait de ces parents d'élèves : "Que la mairie fasse marche arrière et revienne sur sa décision (...). Abbeville pourrait faire comme la mairie de Crillon, dans l'Oise, en revenant à l'ancien rythme » ■

Boves (Somme)

Après Crillon, dans l'Oise, Boves met fin à l'application de la réforme

Après Crillon, dans l'Oise, c'est au tour de la commune de Boves, dans la Somme, de suspendre l'application de la réforme des rythmes scolaires. Selon le Courrier picard, à la suite de l'opposition massive des parents dénonçant notamment « une pause située le midi et pauvre en activités », le maire, Daniel Parisot, les a informés, dans un courrier distribué aux 300 élèves le 18 octobre, qu'il mettrait fin à l'application de la réforme à la rentrée des classes, le 4 novembre, après avoir adressé une demande de suspension au directeur académique des services de l'Education nationale (Dasen). ■



Photo Courrier picard

Les conseils municipaux décident...

Jarny (Meurthe-et-Moselle)

"Le conseil municipal décide de suspendre toute mesure préparant l'application de la réforme pour 2014"

Le conseil municipal de Jarny, réuni le 17 octobre 2013, constate : « que la motion sur les rythmes scolaires qu'il a votée lors de sa séance du 13 février 2013 conserve toute son actualité (la motion se prononçait notamment pour l'abandon du décret Peillon et demandait le retour à une semaine de 27 heures d'enseignement, le rétablissement des postes de RASED — NDLR) ;

— que l'analyse et les craintes qu'elle exprimait se trouvent confirmées par les informations émanant des écoles où la réforme s'applique déjà cette année.

En conséquence, le conseil municipal décide de suspendre toute mesure préparant l'application de la réforme pour 2014.

Unanimité des 19 présents moins 3 abstentions. » ■

Châteauneuf-du-Faou (Finistère)

"Le conseil municipal demande à l'Etat de surseoir à l'application de la loi"

La motion adoptée par le conseil municipal de Châteauneuf-du-Faou le 6 octobre demande à l'Etat « de surseoir à l'application de la loi ou de laisser aux conseils la faculté de ne pas mettre la réforme en œuvre dans leur commune ».

« Cela ressemble à un boycott », commente Le Télégramme, (7 octobre). Selon le quotidien, « l'adjointe aux affaires scolaires s'est employée à lister l'ensemble des problèmes que pose l'application de la réforme à la commune. L'encadrement d'abord : "Il nous faudrait 24 animateurs pour les

400 élèves des deux écoles, où va-t-on les trouver ?" (...) Des questions entourent également la restauration le mercredi et les transferts d'enfants, "délicats quand on passe d'une activité à une autre". Quant à l'aspect financier, "cela coûterait 100 000 euros au bas mot". De plus, selon l'élue, ces rythmes "ne concourent pas au bien-être des enfants, on les dit fatigués". Pire, "ils creusent les inégalités, car toutes les communes n'ont pas les mêmes moyens". »

Quant au maire, il a conclu : « Pour moi, cette loi est nulle, et je suis sûr qu'il y aura un retour en arrière. » ■

Guadeloupe

A propos du voyage de Manuel Valls et d'une campagne de presse d'un type particulier

Gérard Sartana

Le ministre de l'Intérieur a dû interrompre sa « tournée » aux Antilles et quitter la Guadeloupe précipitamment. Il a suffi de l'expulsion scandaleuse d'une collégienne pour mettre le feu aux poudres. La question devenait une affaire d'Etat.

Ce simple incident manifeste à quel degré d'instabilité est parvenu le régime, l'affolement qui s'empare de l'exécutif et l'impasse politique et institutionnelle dans laquelle il se débat.

L'intervention du chef de l'Etat, François Hollande, censée « apaiser les tensions », selon la formule d'un journaliste, a eu l'effet inverse. Elle les a portées au paroxysme, révélant au grand jour l'isolement de ce dernier. Sous le régime bonapartiste décomposé de la V^e République, tout procède du président, clef de voûte des institutions, et, mécaniquement, comme un boomerang, tout lui remonte inexorablement à la face.

L'annonce du voyage de Manuel Valls en Guadeloupe a donné lieu à une campagne de presse d'une ampleur peu commune s'agissant d'un « simple » déplacement ministériel. Certes, le premier policier de France entretient savamment sa « communication ». Mais cela ne saurait tout expliquer : journaux télévisés, « enquêtes », articles de presse, interviews et experts souvent auto-proclamés où l'on frôle parfois l'hystérie et presque tout le temps la malhonnêteté.

Le thème dominant ? « L'insécurité », « le record d'homicides », etc., dont la Guadeloupe serait le théâtre privilégié.

Un rapport « confidentiel » du ministre de l'Intérieur

Pour autant, à y regarder de plus près, on apprend que la veille du départ du ministre de l'Intérieur aux Antilles, il y a eu une « fuite » fort opportune sur un « rapport confidentiel » de son ministère, donnant le feu vert à une campagne tous azimuts mettant au centre le LKP et, bien entendu, les organisations ouvrières et populaires qui le composent.

Selon ce rapport « confidentiel », le LKP serait à la source de la « situation sociale dramatique » de la Guadeloupe et porterait la responsabilité des « violences » qui séviraient dans l'île. Chaque militant ouvrier, chaque syndicaliste, chaque travailleur qui a suivi avec passion la grande grève générale de quarante-quatre jours en Guadeloupe en 2009, au cours de laquelle est né le LKP, comprendra que l'on a à faire face à une vaste tentative dont l'objectif est de criminaliser l'action syndicale et de préparer les conditions d'une répression aggravée.

On lira dans cette page la déclaration du LKP sur la situation sociale en Guadeloupe. Le but recherché n'est rien d'autre que de tenter d'isoler les travailleurs de Guadeloupe et leurs organisations, de terroriser les militants — comme nous allons le montrer — de réprimer les syndicalistes. Tout cela, si possible, dans le plus grand silence.

Photo IO



La conférence du Cicr, le 14 octobre, à la Bourse du travail à Paris.

Une délégation du Cicr reçue au ministère de la Justice

Le 1^{er} octobre 2013, le Comité international contre la répression (Cicr, pour la défense des droits politiques et syndicaux) est reçu pour la troisième fois par M. Eric Lafontaine, conseiller aux affaires réservées de la ministre de la Justice, M^{me} Christiane Taubira. A la veille des congés d'été, M. le conseiller s'était engagé à répondre par écrit au memorandum établi par Elie Domota, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG), principale organisation syndicale de Guadeloupe. Dans ce memorandum (et dans d'autres documents), est établi de façon circonstanciée que sur une seule année, 77 militants syndicalistes ont été poursuivis, dans l'exercice de leur mandat, par la Justice en Guadeloupe, notamment pour refus de se soumettre aux odieux tests ADN, mais également sur demande des patrons de l'île.

Ce chiffre, rapporté à la population totale de l'Hexagone, équivaudrait à environ 10 000 syndicalistes mis en cause ! Il s'agit bien d'une répression antisyndicale systématique, dont le caractère colonialiste ne saurait échapper à personne. Ajoutons que des avocats des syndicalistes ont été mis sur écoute téléphonique.

Lors de l'entretien de ce 1^{er} octobre, le conseiller de la ministre de la Justice a indiqué à la délégation du Cicr qu'il y avait bien réponse écrite, et ce depuis deux mois, mais qu'il ne pouvait la remettre à la délégation dans la mesure où il manquait le paraphe du ministre nécessaire pour rendre le document officiel. Il a ajouté, devant l'insistance du Cicr, que le document paraphé serait bien transmis avant la date de la conférence tenue par le Cicr à la Bourse du travail de Paris le 14 octobre 2013.

Cette réponse officielle n'est jamais parvenue — en dépit des engagements pris début juillet et à nouveau le 1^{er} octobre. En revanche, à la veille du départ de Manuel Valls, la campagne de presse contre le LKP, contre l'UGTG — à la suite du « rapport confidentiel » du ministère de l'In-

terieur ciblant le LKP et ses dirigeants — prend son essor.

La répression antisyndicale se prolonge. Charly Lendo, secrétaire général adjoint de l'UGTG, poursuivi pour homicide involontaire

Poursuivis. Plusieurs procès contre des militants de l'UGTG sont en préparation. Lorsque de rares jugements ont été favorables à des syndicalistes, le parquet a fait appel. Les poursuites contre des syndicalistes pour refus de se soumettre aux tests ADN continuent. Que dire du cas de Charly Lendo, secrétaire général adjoint de l'UGTG et responsable de la branche hôtelière de l'organisation syndicale, convoqué le 8 avril 2014 au tribunal pour homicide involontaire ? Cela, trois jours après le prochain congrès de l'UGTG ! C'est là une provocation contre tout le mouvement syndical. Les procès à répétition, la campagne de presse infâme pour criminaliser le LKP, l'attaque non moins infâme contre la direction de l'UGTG avec le procès monté contre Charly Lendo, les manœuvres dilatoires du ministère de la Justice que nous rapportons n'ont-ils aucun rapport entre eux ?

En défendant les organisations syndicales de Guadeloupe, nous défendons nos propres organisations syndicales, les libertés de tous. C'est cet appel que le Cicr a lancé le 14 octobre (1) dans une lettre ouverte adressée à la ministre de la Justice et soumise à signature. C'est pour cette même raison qu'il a répondu positivement à la demande d'Elie Domota, secrétaire général de l'UGTG, de participer, à son initiative, à un meeting contre la répression antisyndicale à Pointe-à-Pitre, à l'occasion du procès de Charly Lendo, secrétaire général adjoint de l'UGTG.

Nous ne laisserons pas la répression s'abattre contre les travailleurs et leurs organisations. ■

(1) Le bulletin du Cicr qui rend compte de la conférence du 14 octobre est sorti. Il contient également la lettre ouverte à M^{me} Taubira.

DOCUMENT

Une déclaration du LKP Une valse et puis s'en va !

Attendre certains journalistes relayant des propos contenus dans un rapport confidentiel du ministre de l'Intérieur (Manuel Valls), le LKP, le mouvement de 2009, serait la cause principale des violences perpétrées en Guadeloupe.

Ainsi, le puissant mouvement de 2009 porté par des centaines de milliers de Guadeloupéens et soutenu par des millions de terriens pour l'amélioration des conditions de vie, pour la dignité, pour le respect, pour la formation et l'insertion des jeunes, pour le développement économique et social, pour la baisse des prix des produits de première nécessité et des carburants, pour la justice sociale et l'espérance en une société plus juste et plus équitable, débarrassée de la *pwofitazyon* (exploitation)... serait la cause des faits de violence constatés en Guadeloupe.

Derrière cette affirmation se cache la volonté de rendre les Guadeloupéens responsables de la situation dans laquelle ils sont, en les détournant des causes réelles de leurs difficultés.

Alors, posons-nous les vraies questions.

Le valeureux mouvement populaire de 2009 serait responsable :

— Du chômage massif des jeunes de moins de 25 ans qui atteint 60 % ?

— Du taux de chômage de la population active qui atteint 35 % ?

— Des licenciements à Auto Guadeloupe, à Rice Quick ou dans le BTP, etc,

qui, rapportés à la population active française, correspondent à plus de 20 000 licenciements, et qui se déroulent dans l'indifférence des élus, du préfet, de l'Etat et du ministère du Redressement productif, contrairement à ce qui se passe en France ?

— De l'entrée de la drogue, des armes en Guadeloupe,

et du développement de la prostitution ?

— De la corruption, de la gabegie, des combines et des magouilles des patrons et des élus ?

— De l'illettrisme qui concerne 20 à 25 % des Guadeloupéens ?

— De l'échec scolaire et de l'absence de perspectives pour notre jeunesse ?

— De l'empoisonnement de la Guadeloupe et des Guadeloupéens par la chlordécone et autres pesticides ?

— De la *pwofitazyon* sur le prix du carburant, sur le prix des produits de première nécessité, et du scandale des marges abusives des importateurs-distributeurs ?

— De l'abomination relative au prix, à la production et à la distribution de l'eau potable ?

— De la discrimination raciale à l'embauche dont sont victimes les Guadeloupéens d'origine africaine et indienne en Guadeloupe ?

— De la destruction de notre identité culturelle et de nos valeurs traditionnelles ?

— De l'arrivée massive de travailleurs européens sur les chantiers en Guadeloupe et du non-respect des lois sociales en vigueur en Guadeloupe ?

— De l'absence de clause d'insertion sociale dans les marchés publics garantissant des emplois aux Guadeloupéens ?

— De la dilapidation des terres agricoles ?

— De l'expatriation de nos jeunes diplômés obligés de faire leur vie ailleurs ?

— Du non-respect de l'accord Bino, de l'accord du 4 mars 2009, signés par les collectivités « socialistes », les élus, l'Etat et le LKP ?

— Du non-versement des charges sociales salariales par les patrons ?

— De la quasi-inexistence d'accords de branche ou de conventions collectives dans les branches professionnelles en Guadeloupe ?

— De l'exclusion des syndicats guadeloupéens des commissions paritaires et autres conseils d'administration ?

— De la misère et de la pauvreté qui touchent 16 % des enfants de Guadeloupe et près de 100 000 personnes ?

Ici, en Guadeloupe, ces propos anti-LKP et méprisants à l'égard du peuple de Guadeloupe sont distillés et entretenus par un certain psychologue expert auprès de la cour d'appel.

Chacun comprendra qu'il s'agit là d'une analyse qui relève de la psychologie du *kouyon* et du mépris envers les Guadeloupéens. Etonnant, tout de même, de la part d'un psychologue habilité à faire des diagnostics individuels et qui, là, se positionne sur un conflit collectif, en se permettant même de parler en tant qu'expert auprès de la cour d'appel.

Au-delà du problème déontologique posé par cette prise de position, on voit bien qu'il s'agit d'un larbin, véritable auxiliaire de justice au service du pouvoir colonial.

Nou ja konnet (nous connaissons cela) !

La paix sociale peut-elle exister dans ces conditions ? En définitive, ils veulent des Guadeloupéens dociles, des marchepieds,

des *bamou* qui ne rouspètent pas, qui ne revendiquent pas et qui vivent *on men douvan, on men dèyè* (une main devant, une main derrière).

Non ! Nous ne nous mettrons jamais à genoux !

Les Guadeloupéens ne sont donc pas dupes. Nous sommes au cœur d'une manipulation des masses visant à discréditer, à diaboliser, à criminaliser et à culpabiliser ceux qui luttent pour une vie meilleure, et cela afin de légitimer la répression antisyndicale d'une part, et d'annihiler toute volonté de contestation sociale. Il faut faire peur, il faut terroriser pour mieux domestiquer.

Cette stratégie était utilisée durant la période esclavagiste. Ainsi, quand un esclave osait se rebeller, le maître augmentait les cadences de « travail », en justifiant que c'était l'esclave rebelle qui en était responsable. Quatre siècles plus tard, nous en sommes là !

Non, nous ne baisserons pas les bras. Travailleurs, jeunes, retraités, chômeurs, peuple de Guadeloupe, Refusons le mépris, refusons l'indignité.

Gwadeloup sé tan nou, apa ta yo (la Guadeloupe est à nous, pas à eux).

LKP,

Lapwent,

16 octobre 2013



Washington, DC – 16 octobre : le dirigeant du Parti démocrate, le sénateur Harry Reid s'adressant à la presse après avoir fait passer la loi de compromis entre les démocrates et les républicains mettant fin au « shutdown » et repoussant au 16 octobre la discussion sur la dette américaine. A ses côtés, le sénateur démocrate de New York, Charles Schumer.

Photo AFP

Chronique

INTERNATIONALE

“Beaucoup de bruit pour rien” ?

François Forgeue

Les « marchés financiers » poussent des soupirs de soulagement. A la dernière minute, un accord a été trouvé entre républicains et démocrates. Du coup, non seulement le « défaut de paiement » a été évité, mais il est mis fin au « shutdown ». Du coup, les commentateurs pour qui les Etats-Unis étaient au bord du gouffre se rassurent. On donne le sentiment que le conflit entre le président et le Congrès se ramène à « beaucoup de bruit pour rien ». Il n'en est rien. Non pas que l'économie américaine allait se « désintégrer » (encore que, comme le dit un commentateur : dans une situation aussi délétère rien ne peut être écarté), mais plus fondamentalement parce que cet accord de dernière heure ne signifie pas que

les problèmes fondamentaux dans le monde comme aux Etats-Unis vont trouver une solution miraculeuse.

Une chose est en revanche certaine — et les éléments que nous donnons dans ce numéro d'Informations ouvrières l'attestent —, le terrain sur lequel Obama et son opposition, républicains et démocrates

“Un pas de deux parfaitement étudié entre les deux ailes du parti capitaliste”

se retrouvent, c'est celui de la préparation en commun de nouvelles attaques contre la population laborieuse des Etats-Unis. Comme l'a dit, à l'occasion d'une émission radiophonique, un économiste américain, « il y a là un pas de deux parfaitement étudié entre les deux ailes du parti capitaliste que constituent le Parti démocrate et le Parti républicain ».

Etats-Unis : après le vote à la dernière heure du budget par les démocrates et les républicains

Les attaques qui se préparent (extrait du journal en ligne *Roll Call*).

Obama annonce qu'il est prêt à faire alliance avec le Parti républicain pour imposer des coupes meurtrières. Face à la prochaine crise budgétaire qui se profile d'ici à la mi-janvier, le président Obama a annoncé aujourd'hui qu'il était prêt à faire alliance avec les républicains favorables à l'austérité comme Paul Ryan, représentant du Wisconsin, pour mettre en œuvre les exigences de Wall Street et adopter un budget d'assassin contre le peuple américain, en particulier contre les retraités. Répondant aux questions des journalistes, Obama a déclaré que la priorité pour les jours et les semaines à venir était de « discuter de la recherche d'une approche équilibrée pour un budget responsable ». Il a continué, chose remarquable pour un président élu par des démocrates, en appelant ouvertement à réduire le budget de Social Security et

de Medicare. Obama a dit les choses crument (...) : « Le déficit n'a pas augmenté, il s'est réduit. La diminution en cours est la plus rapide qui se soit produite dans les cinquante dernières années. »

Puis il a ajouté : « Le problème, ce ne sont pas les déficits à court terme, mais les obligations à long terme du type de celles de Medicare et Social Security. » (...) Ces propos d'Obama font suite aux négociations de mercredi dernier qui ont abouti à mettre un terme au « shutdown » et à repousser la menace immédiate d'un défaut de paiement, et qui prévoit que les élus républicains et démocrates de la Chambre et du Sénat participent à une conférence sur le budget — la première depuis 2009 — qui publiera le 13 décembre un rapport fixant le cadre du budget 2014, ainsi qu'un plan budgétaire pour les dix prochaines années.

Les coprésidents de la conférence sont le responsable de la commission des comptes du Parlement, M. Paul Ryan (républicain, Wisconsin), et

celui de la commission budgétaire du Sénat, M^{me} Patty Murray (démocrate, Washington).

Dans une tribune libre publiée le 9 octobre dans le *Wall Street Journal*, Paul Ryan disait que la crise du « shutdown » pourrait offrir une « porte de sortie » si les deux bords décidaient d'engager la discussion sur la réforme du droit à l'aide médicale, en référence explicite à Medicare, Medicaid et la Social Security (1).

Ryan soulignait qu'Obama était en fait d'accord avec les républicains sur l'essentiel.

Obama le confirmait ce jeudi. ■

“Le problème, ce ne sont pas les déficits à court terme, mais les obligations à long terme du type de celles de Medicare”

Obama

(1) Rappelons que Social Security est le système de retraites garanti par l'Etat fédéral. Les plans en discussion visent à repousser l'âge de la retraite et donc aussi l'âge de l'accès à Medicare (remboursement des soins de santé dont bénéficient les retraités) et Medicaid (aides aux dépenses de santé allouées aux familles les plus pauvres).

L'Obamacare était-il l'enjeu du conflit ?

On a pu lire, entendre et voir que ce qui était au cœur du conflit opposant les républicains et les démocrates sur la question du budget, conflit aboutissant au « shutdown » et menaçant les Etats-Unis de se retrouver en défaut de paiement, c'était la loi dite « Obamacare » sur les assurances santé.

La loi “Obamacare”

Certes, cette loi a été utilisée de façon rhétorique comme un élément de chantage : « Vous n'appliquez pas cette loi ou nous ne voterons aucun budget et aucune nouvelle dépense », disaient les élus républicains sous la pression de ce qu'on appelle le « Tea Party ». Obama répondait : « Vous ne pouvez pas me demander de ne pas appliquer une loi qui a été votée par le Congrès et qui est considérée comme conforme à la Constitution par la Cour suprême. »

De là nombre de commentateurs déduisaient qu'il s'agissait d'un affrontement « gauche-droite » : la réforme « progressiste » d'Obama

attaquée par des conservateurs déchaînés.

Une “gesticulation”

En fait, l'affrontement sur ce point relevait plus de ce que les militaires appellent la « gesticulation » que d'une véritable guerre. La loi Obama relève, comme le disait le journal britannique *Financial Times*, des réformes conservatrices :

« Le “patient protection and affordable care act” (connu sous le nom de loi Obama ou d'Obamacare), est copié sur la loi introduite en 2006 dans l'Etat du Massachusetts par le gouverneur républicain Mitt Romney, futur candidat malheureux à l'élection présidentielle » (*Financial Times*, 2 octobre).

Cette loi impose à tout citoyen américain d'acquiescer une assurance privée (alors qu'il n'y a aucune option publique). Elle s'accompagne de mesures limi-

tant les tarifs des compagnies d'assurance et les contraignant à assurer des personnes malades, ce qu'elles pouvaient refuser jusque-là.

Qu'en est-il en réalité ?

Voici, sur un blog, le témoignage d'un travailleur américain.

« Je réside en Virginie Ouest (West Virginia). Je me retrouve assis là à ne savoir quoi faire, les yeux fixés sur la date du 1^{er} janvier 2014 sur mon calendrier.

C'est la date à laquelle mon contrat d'assurance maladie se termine, et il faut que je prenne une décision : je le renouvelle ou pas ? A ce jour, je payais environ 7 000 dollars par an de primes, ce pour une assurance déductible de mes impôts, et des dépenses de santé d'environ 15 000 dollars par an pour moi et ma famille.

Mon assurance m'a informé hier que cette prime aller passer à 14 000 dollars le 1^{er} janvier prochain (...). J'ai lu dans un journal que Highmark

est la seule autre compagnie d'assurance couvrant l'ouest de la Virginie. Hier, j'ai donc téléphoné à Highmark, et j'ai passé une heure à discuter avec un aimable jeune homme — mais le résultat n'était pas terrible. Leur contrat d'assurance minimum me coûterait plus cher que ce que je paie aujourd'hui, pour une moindre déduction d'impôt, et moins de dépenses couvertes. Merci Obamacare (...).

De toute évidence, ni les démocrates ni ceux qui les soutiennent ne me seront d'aucune aide pour le round suivant. Ils sont irrémédiablement liés au président Obama et à l'Obamacare, et même les démocrates qui sont officiellement pour le système du Single Payer refusent de critiquer l'Obamacare et de le considérer pour ce qu'il est, une loi au service des entreprises.

Le Dr Quentin Young, de l'association des médecins pour un système de couverture médicale national, a raison de dire que l'Obamacare aurait dû être repoussé parce qu'il perpétue et consolide la mainmise des trusts sur le système de santé. »

F. F. ■

Allemagne

La convention nationale du Parti socialiste (SPD) vote en faveur de l'ouverture de négociations avec Merkel pour un gouvernement de grande coalition

Marc Gauquelin

Le 20 octobre, la convention nationale du Parti socialiste (mini-congrès de 229 délégués) s'est réunie pour la deuxième fois. La direction a présenté aux délégués le résultat des entretiens exploratoires menés avec Merkel et la CDU-CSU. Elle a proposé que la convention décide de passer des entretiens exploratoires aux négociations proprement dites, en vue d'élaborer un programme de gouvernement de grande coalition.

La décision a été prise avec 196 voix pour, 31 voix contre et 2 abstentions, tandis que 65 % des adhérents s'opposent à la constitution d'un gouvernement avec Merkel. Les négociations commencent mercredi 23 octobre. Il est prévu qu'elles durent longtemps : le président du SPD, Sigmar Gabriel, a en effet besoin de temps pour tenter de désamorcer la résistance de son parti.

Un congrès extraordinaire du SPD est annoncé pour la mi-novembre, ainsi qu'une consultation des 470 000 adhérents — dont la forme n'a toujours pas été précisée, pas plus que la date.

Pour donner une image de la situation en Allemagne — sans en gommer les inévitables contradictions —, il nous a semblé utile de donner la parole à des militants ouvriers allemands que nous a indiqués la rédaction de la revue *SOPODE (Soziale Politik und Demokratie)* avec laquelle collabore régulièrement la rédaction d'*Informations ouvrières*. C'est ainsi qu'en quelques traits nous sont donnés les contours du rassemblement qui a eu lieu à Berlin, devant le siège du SPD, le 20 octobre, que nous plongeons dans une conférence du SPD à Cologne et que l'interview d'un électricien de Bochum nous fait partager l'indignation qu'il a ressentie devant la position adoptée par la direction de son syndicat. ■



Diffusion à Berlin devant le siège du SPD où se tenait la convention.

Photos correspondant

Berlin, 20 octobre : rassemblement devant la Willy-Brandt-Haus "Non à la grande coalition. Avec une grande coalition et Merkel, il n'y aura pas de changement de politique"

Une centaine de militants berlinois du SPD s'étaient rassemblés devant la Willy-Brandt-Haus (le siège national du SPD) où se réunissaient, ce dimanche 20 octobre, les 229 délégués de la convention nationale.

Devant la porte d'entrée, la banderole : « Non à la grande coalition. Avec une grande coalition et Merkel, il n'y aura pas de changement de politique. »

Durant les prises de parole effectuées lors de ce rassemblement, Christian Hass, membre de la direction de la commission ouvrière du SPD (Afa) de Berlin, insistait sur le fait que la direction n'avait rien de concret à mettre sur la table pour justifier son choix « en dehors d'un sentiment favorable ».

Rolf Wiegand, président de l'Afa de Berlin, membre de la direction SPD du Land et président du syndicat Ver.di de la circonscription, a expliqué que, lui et ses

amis, étaient entrés en campagne dans ces élections pour défendre les intérêts des travailleurs et qu'il exigeait de la direction « transparence et sincérité ». Il a ajouté : « En l'état actuel des conditions réalisées, je maintiens mon non à l'ouverture des négociations. »

Christian Hanke, maire d'un district de Berlin et délégué à la convention, a souligné, lui, les différences relevées avec la CDU-CSU pour tout ce qui concerne « l'égalisation Est-Ouest », en particulier sur le salaire minimum et les retraites... vingt ans après l'unification. Comme lors de la première convention, « je persiste et voterai non ».

Gotthard Krupp, membre de la direction de l'Afa de Berlin et de la direction du district de Ver.di, a lu les messages de soutien envoyés par les secteurs de l'Afa de Hesse et de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Il a rappelé les propos tenus par Merkel dans une réunion restreinte avec Sommer, président du DGB : « On

ne peut pas avoir les exigences d'économies et d'austérité à l'égard des autres Etats d'Europe, et faire le contraire en Allemagne. »

Enfin, le président de l'Afa au plan fédéral, Klaus Barthel, député et délégué à la convention, a rappelé les revendications auxquelles il était impossible de renoncer, mais il a ajouté qu'il ne les avait pas vues dans la résolution présentée à la convention. Il a conclu qu'en conséquence, il faisait partie des 31 délégués qui avaient voté contre.

Quant à l'initiatrice du groupe de sociaux-démocrates qui se dénomme « Das wir entscheidet » (« C'est à nous de décider »), qui appelait au rassemblement, elle s'est indignée de ce que les innombrables résolutions et motions votées dans les instances de base du SPD n'aient pas été portées par la direction à la connaissance de tout le parti.

C. B. ■

INTERVIEW de Dirk Weiss, militant SPD à Bochum

"Cette fois, nous ne resterons pas inactifs!"

« Je m'appelle Dirk Weiss. J'habite à Bochum (360 000 habitants), l'ancien cœur de la Ruhr minière. Bochum a fait récemment la une des journaux à cause de la décision de General Motors de fermer dès 2014 l'usine Opel locale avec ses 3 000 employés. En plus vient s'ajouter le projet du trust finlandais Outokumpu de fermer son aciérie, avec 400 employés, aciérie que le trust avait repris à ThyssenKrupp en 2012 (avec une garantie de l'emploi jusqu'en 2016).

Je travaille comme monteur électricien, dans une fabrique d'excavatrices pour tunnels, à Dortmund. Je fais partie du conseil d'entreprise et suis membre de l'IG BCE (le syndicat des mines et de la chimie, 675 000 adhérents) et du SPD (aujourd'hui 470 000 adhérents).

Immédiatement après les élections au Bundestag, le président de notre syndicat, M. Vassiliadis, s'est prononcé pour une

grande coalition de la CDU-CSU avec le SPD. D'où Vassiliadis tire-t-il ce mandat ? Ici, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, il y a dans les sections de base et dans les instances une résistance considérable contre cette coalition, jusque dans le sommet du SPD du Land. Et pourtant, la direction du SPD s'acharne à poursuivre son cours meurtrier et à opter pour une nouvelle grande coalition — avec le soutien de la direction de mon syndicat... Nous nous y opposerons énergiquement. Cette fois nous ne resterons sûrement pas inactifs. »

Dirk nous indique alors qu'avec un certain nombre de ses camarades, ils ont décidé de se rencontrer (à nouveau) le 23 octobre à Düsseldorf pour tirer le bilan de la convention nationale du 20 octobre et prendre les décisions qui s'imposent.

Propos recueillis par H. M. ■

Conférence régionale du SPD à Cologne

"Si vous entrez dans une grande coalition, j'aurai voté pour vous pour la dernière fois"

Pour la deuxième fois en l'espace d'une semaine, plus de cent adhérents et fonctionnaires du parti se sont rassemblés ce 18 octobre à Cologne en conférence régionale du SPD pour la région du Rhin moyen.

La tenue de deux assemblées coup sur coup est exceptionnelle aujourd'hui au SPD. Le responsable du parti à Cologne, Jochen Ott, s'est confié aux journalistes : « La dernière fois, la salle était pleine à craquer... plus de 300 personnes étaient présentes, et certains d'entre eux étaient de fort mauvaise humeur. »

Cette fois, il a pris les devants et dénoncé, dès son introduction,

l'atmosphère ambiante. Il a plaidé en faveur de la « confiance » qu'il fallait accorder à « la direction qui négocie ». Un participant a résumé ses propos en disant qu'il avait eu « l'impression d'entendre parler quelqu'un qui voulait vendre un aspirateur de mauvaise qualité ».

Sous la pression, la salle était partagée... Certains voulaient se rassurer en rappelant « l'âge d'or » de l'époque Brandt, qui avait commencé avec une grande coalition.

Mais tous sentent qu'une nouvelle coalition avec Merkel représente un danger mortel pour l'existence du parti.

D'autres feignent de croire qu'en faisant de la surenchère sur les

PORTUGAL

Les mobilisations contre le gouvernement et la troïka se poursuivent

Après une défaite historique aux élections municipales du 29 septembre — dans lesquelles l'alliance gouvernementale PSD-CDS a obtenu à peine 14 % des voix —, des dizaines de milliers de travailleurs ont répondu à l'appel de la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP), manifestant dans les villes de Lisbonne et de Porto, mais également aux Açores et à Madère.

Ces manifestations se sont déroulées sur les mots d'ordre « A bas le gouvernement » et « Non à la proposition de budget de l'Etat pour 2014, qui provoquera la misère de la majorité du peuple portugais, un budget subordonné aux huitième et neuvième contrôles de la troïka ».

Le député du PS Antonio Galamba l'a qualifié de « budget du mensonge et de la servitude » (82 % de spoliation de la population travailleuse, contre 4 % de baisse des bénéfices des banques et des dons au secteur énergétique).

Notons que Durao Barroso, président de la Commission européenne, menace le peuple portugais d'attaques encore plus brutales si le Tribunal constitutionnel portugais venait à modifier certaines des normes de la proposition de budget, comme il l'a fait pour des budgets précédents.

A ces affirmations s'ajoutent les critiques similaires de Christine Lagarde (directrice générale du FMI — NDLR), ce qui provoque une vague de révolte dans le pays, qui se sent humilié et piétiné.

Il est indispensable que les centrales syndicales s'unissent pour organiser le soulèvement national du peuple portugais, comme l'affirme le « Mouvement pour le retrait du mémorandum de la troïka » et comme cela vient d'être adopté par l'assemblée générale du syndicat des enseignants du Grand Lisbonne, qui a décidé de se joindre à l'appel à la grève générale de toute la fonction publique du 8 novembre prochain.

Des mobilisations dans l'unité, appelées par tous les syndicats, se déroulent dans le secteur des transports et à la Poste, contre les baisses de salaire, les licenciements et les privatisations. ■

H. S. ■

Russie

Derrière les rafles d'ouvriers immigrés

Un fait divers tragique — le meurtre d'un jeune dans une cité dortoir de la banlieue de Moscou — a été prétexte à des rafles policières de milliers de travailleurs immigrés, originaires des anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale et du Caucase. En réalité, toutes les composantes politiques en Russie, de l'opposant « démocrate » Alexeï Navalny, chéri des médias occidentaux, au Parti communiste mènent une campagne orchestrée dont un article du journal *Rabochie Izvestiya*, tribune libre de la lutte des classes, rappelle les raisons. Nous en publions des extraits.

“Les prétendus pays émergents”, comme la Russie, sont entrés dans la crise à la suite des grandes métropoles d'Europe et d'Amérique. Dans ces conditions, la classe ouvrière n'a pas d'autre choix que de s'organiser pour la défense de ses intérêts propres. En Russie, en l'absence d'un quelconque parti historique de la classe ouvrière, cela signifie en premier lieu de s'organiser dans les syndicats et les confédérations indépendantes (...).

A ce propos, il est nécessaire de rappeler que, lorsque nous parlons de classe ouvrière dans la Fédération de Russie, nous ne parlons pas uniquement des travailleurs ayant la citoyenneté de la Fédération mais aussi de tous ceux qui, légalement ou illégalement, sont venus travailler en Russie. La majorité d'entre eux, venus de Moldavie, de Biélorussie, d'Ouzbékistan, du Tadjikistan, etc., ne sont pas, pour les ouvriers de Russie, des “étrangers” : ils étaient citoyens du même pays que nous il y a encore vingt-cinq ans. Bien entendu, les employeurs utilisent la force de travail moins chère des “clandestins”, en concurrence avec la nôtre. Rien de surprenant : la mise en concurrence des ouvriers entre eux est l'une des bases du régime de la propriété privée des moyens de production. Et les seuls coupables de cela sont ceux qui, à la tête de l'Etat et du PCUS (*Parti communiste d'Union soviétique* — *NDLR*), ont décidé de restaurer les relations capitalistes en 1991.

Mais aujourd'hui, afin de faire obstacle à l'unité des ouvriers de Russie, indépendamment de la nationalité et de la citoyenneté, nous assistons au retour en force d'une campagne chauviniste. (...) Ce n'est évidemment pas une surprise que les nouveaux Cent-Noirs (1) se recrutent dans le milieu de tous les partisans de l'impérialisme, des privatisations et du pillage du pays. Pas seulement du côté du pouvoir, mais à la tête de la prétendue opposition “libérale”. Il est comique de constater que l'une des principales figures de l'opposition “démocratique”, Navalny, se trouve être un chauviniste grand-russe assumé, star des “Marches russes” (2).

Contrairement à de nombreuses forces de “gauche” qui ont plus d'une fois partagé sans honte les mêmes tribunes de meetings de l'opposition avec lui, notre journal, dès janvier 2012, dénonçait “le célèbre “blogueur” (...), connu en Russie non seulement pour ses diatribes contre le pouvoir mais aussi pour sa haine de certains peuples de la Fédération, parmi lesquels le peuple Tchétchène”. Navalny est non seulement l'auteur du célèbre mot d'ordre du “parti des escrocs et des voleurs”, mais aussi du slogan raciste : “Ça suffit de nourrir le Caucase !”



Affiche du candidat du Parti communiste aux élections municipales à Moscou : “Comment vider Moscou de ses immigrés clandestins ?”

Moscou : la campagne ouvertement chauviniste du Parti communiste de la Fédération de Russie (KPRF)

Que tous ces gens participent à la campagne visant à diviser les rangs de la classe ouvrière, répétons-le, n'est pas une surprise.

Mais il en va autrement concernant la position du Parti communiste de la Fédération de Russie (KPRF). Les députés de la fraction “communiste” à la Douma d'Etat ont proposé la mise en place d'un régime de visa avec un certain nombre de pays de l'ex-URSS. La campagne électorale de Melnikov aux élections municipales de Moscou était ouvertement chauvine, comme le montre l'une des affiches du candidat (*ci-dessus*) (...).

Disons-le, pour notre part, nous n'attendons rien d'autre du KPRF (...). N'est-il pas vrai que les partis staliéniens sont en pleine décomposition sur le plan idéologique ? Et que ces organisations ne sont que les débris de la bureaucratie du PCUS ? Quand, en 1991, la bureaucratie a restauré les rapports de marché dans le pays, détruisant la propriété d'Etat du prétendu “socialisme dans un seul pays”, il n'est plus resté que : “Dans un seul pays”. Ne sont-ce pas là les véritables raisons de la campagne chauviniste du KPRF aujourd'hui ?

Dans un pays où un mariage sur deux est un mariage entre personnes de différentes nationalités et où l'écrasante majorité des Russes sont les descendants de tels mariages, propager le chauvinisme est une cochonnerie, une insulte à tout citoyen. Deuxièmement, quand 80 % de la population de la Fédération vit du travail salarié, tenter de dresser les ouvriers les uns contre les autres sur des bases ethniques relève de l'anticommunisme le plus primaire. (...) Tous veulent faire obstacle à ce que les ouvriers se considèrent comme une seule et unique force capable de combattre pour ses droits ! »

(1) « Cent-noirs » ou centurions noirs : bandes armées propulsées par les autorités, dans la Russie tsariste, organisant des pogromes contre les juifs et la répression contre les grévistes.

(2) Nom donné à la marche annuelle des forces ultra-nationalistes, chauvines et racistes.

Grande-Bretagne

Le récent congrès du Parti travailliste a mis en lumière un clivage qui parcourt tout le mouvement ouvrier britannique

Jean-Pierre Barrois

Le 3 octobre dernier, la compagnie privée d'électricité britannique SSE annonçait une hausse de 8,2 % de ses tarifs, alors qu'un million de foyers sont déjà privés de chauffage en raison du coût atteint par l'électricité depuis la privatisation. Le 10 octobre, on apprenait que le FMI se félicitait d'une « reprise bien installée dans le pays », qui compte plus d'un million de salariés en

Le 11 octobre, à la plus grande satisfaction de la City, la Bourse de Londres, les actions de la Royal Mail (la Poste) — désormais privatisée — grimpaient de 34 %, deux heures à peine après leur introduction sur le marché.

Le 11 octobre, la Croix-Rouge annonçait que la distribution d'aide alimentaire au Royaume-Uni reprendra cet hiver, pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Comment en est-on arrivé là ? N'est-ce pas le résultat de la soumission des gouvernements successifs, travaillistes et conservateurs, dont ceux de Blair puis de Brown, aux injonctions des institutions financières internationales ?

N'est-ce pas également le résultat de l'acceptation de ce cadre par les directions syndicales ?

Mais se limiter à ces éléments ne fournirait qu'une vue partielle de la situation.

Le 5 octobre, les employés territoriaux du South Gloucester étaient en grève, avec leur section syndicale Unison, pour la défense de leurs salaires.

Le 8 octobre, le personnel du Royal London Hospital manifestait contre les suppressions d'emplois et les réductions de salaire.

Le 15 octobre, une écrasante majorité de postiers votait en faveur d'une grève nationale le 4 novembre prochain pour la défense des emplois et des salaires. Le même jour, les enseignants, les ouvriers et les administratifs de trois syndicats de l'enseignement supérieur (UCU, Unite et Unison) votaient en faveur d'une grève le 31 octobre pour les salaires, qui ont été réduits de 13 % depuis 2008.

Le 16 octobre, les pompiers et leur syndicat FBU manifestaient à Londres pour la défense des retraites : « Nous travaillons à sauver les gens, pas les banques. »

C'est là la chronique de la résistance, celle qui secoue également tous les autres pays d'Europe, celle qui a pour point commun de rechercher à se ressaisir des organisations pour en finir avec cette politique.

Lors du congrès qui vient de se tenir, c'est pour faire face à cette situation que la direction du Labour Party (Parti travailliste) a dû se disposer.

Un militant du Labour dit : « C'était un peu comme dans les films policiers américains où il y a un bon flic et un mauvais flic. Ed Miliband a joué le rôle du bon flic et Ed Balls, le ministre des Finances du cabinet fantôme (1), a joué celui du mauvais flic. »

En effet, le discours de Ed Miliband, le président du Labour Party, est apparu aux yeux de nombre de délégués comme étant « à gauche », en promettant la suppression des contrats « zéro heure », le gel du prix de l'électricité, la suppression de la nouvelle

taxe sur les logements, la construction de logements sociaux si le parti est de retour au pouvoir après les élections générales de 2015.

Tandis que Ed Balls, sans s'embarrasser de formules diplomatiques ni craindre les sifflets, déclarait que, de retour aux affaires, le Labour supprimerait toute une série d'allocations et maintiendrait toutes les coupes budgétaires prévues par le gouvernement actuel : « Le prochain gouvernement qui sera Labour, devra aussi faire des coupes. »

Contradictions, conflit entre Miliband et Balls ? Si tel était le cas, Miliband n'aurait pas laissé Balls à la place centrale qu'il occupe.

Il s'agissait plutôt de couvrir tous les aspects d'une situation dont la complexité se nourrit de la crise qui secoue le Parti travailliste, comme elle secoue toutes les institutions et les partis qui se fondent dans celles-ci.

Une situation qui, par quelque bout qu'on l'aborde, pose la question des revendications, donc de la réappropriation des syndicats.

Ce qu'un de nos interlocuteurs décrit comme « le profond rejet de toute la politique du gouvernement de coalition conservateurs-libéraux démocrates par une population qui n'en peut plus ».

Ils sont des millions à revendiquer d'en finir avec les hausses infernales du prix de l'électricité, alors que les entreprises privées de l'énergie déclarent qu'il n'en est pas question et que leur préoccupation est de fournir des dividendes à leurs actionnaires,

démontrant par là que la seule solution est la renationalisation.

Mais cela n'implique-t-il pas de rompre avec les traités européens signés par la Grande-Bretagne et qui interdisent toute renationalisation ?

C'est en raison de cette situation qui, par quelque bout qu'on l'aborde, pose la question des revendications, donc de la réappropriation des syndicats, que la direction du congrès a décidé de limiter à quinze minutes (sur trois jours de congrès !) la discussion sur la proposition d'Ed Miliband de réviser les statuts du parti en rompant le lien dit organique par lequel ce sont les syndicats adhérant au parti qui lui donnent mandat.

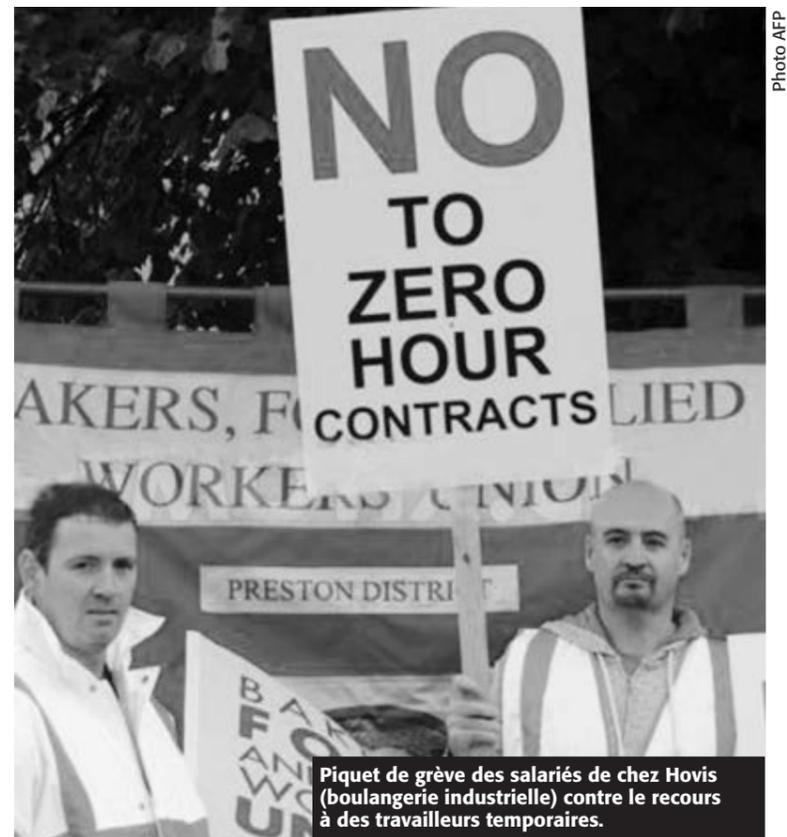
Le secrétaire général du syndicat GMB, Paul Kenny, a accusé Miliband de chercher ainsi à gagner des voix conservatrices pour les prochaines élections. « La représentation collective de millions de salariés ainsi que cent années de notre histoire ne seront ni balayées ni vendues en échange d'un gadget électoral », a-t-il déclaré.

Miliband, pour sa part, a rappelé qu'il place son projet de réforme dans le cadre de ce qu'il appelle la transformation du Labour en un parti non plus de la classe ouvrière mais de la nation. C'est en mars prochain qu'est convoquée la conférence extraordinaire qui doit décider de l'avenir du lien.

On le voit, pour Miliband, il y a loin de la coupe aux lèvres, et la crise ne fait que commencer, car il s'agit là d'une ligne de clivage à tous les niveaux du mouvement ouvrier britannique.

Ce clivage va bien au-delà des positions habituelles de chacun. Il regroupera tous ceux qui demeurent fidèles ou veulent retourner aux principes fondateurs du Labour : fournir une expression politique au mouvement ouvrier organisé dans les syndicats et donc à ses revendications élaborées dans ce cadre. ■

(1) Traditionnellement, en Grande-Bretagne, l'opposition constitue un contre-Conseil des ministres qu'on appelle « cabinet-fantôme ».



Piquet de grève des salariés de chez Hovis (boulangerie industrielle) contre le recours à des travailleurs temporaires.

Haïti

Une délégation internationale reçue à l'ONU 2004-2014 : dix ans, ça suffit ! La Minustah hors d'Haïti !

Correspondant

Mandatée par la conférence continentale pour le retrait des troupes de la Minustah d'Haïti qui s'est tenue à Port-au-Prince les 31 mai et 1^{er} juin derniers (troisième conférence depuis 2008), qui a réuni 140 délégués de dix pays notamment des Amériques, une délégation de militants politiques et syndicaux, militants des droits de l'homme, militants pour la paix et pour la démocratie a été reçue au siège des Nations unies le 10 octobre 2013 par M. William Gardner, du Bureau des Affaires politiques, division Europe & Amérique latine (UN DPKO).

Elle était porteuse d'une exigence unanime : retrait immédiat des troupes d'Haïti ! Dédommagement des victimes du choléra ! Elle a notamment souligné l'importance de la résolution du Sénat haïtien, codépositaire de la souveraineté nationale, qui a pris position pour « un retrait progressif et ordonné des troupes onusiennes dans un délai n'excédant pas un an à partir de la date du vote de cette résolution, soit le 28 mai 2014 ». S'appuyant sur les rapports de citoyens haïtiens, la délégation a fait le point sur la situation actuelle du pays, qui subit l'occupation militaire depuis presque dix ans :

l'implication de la Minustah dans la répression des manifestations politiques, l'absence de convocations des élections, l'impossibilité d'organiser des élections vraiment démocratiques dans un pays sous occupation militaire, les nouvelles exactions de la part des soldats (toujours couvertes d'impunité !) et la situation inhumaine des Haïtiens dans la diaspora. Le représentant de l'ONU, M. Gardner, a répondu que « les Nations unies maintiendraient la présence des troupes de la Minustah au moins jusqu'à 2016 », cela au mépris de la volonté des institutions souveraines d'Haïti et du peuple haïtien. A la résolution du Sénat haïtien sur la question du choléra exigeant l'indemnisation des victimes, M. Gardner a répondu que l'ONU n'était pas responsable et qu'elle n'indemniserait pas les victimes. Face à ce refus d'entendre la voix du peuple haïtien, la délégation a appelé, dès sa sortie, à poursuivre, dans la plus large unité, sur tous les continents, la mobilisation pour le départ de la Minustah d'Haïti. Elle appelle, dans tous les pays, en particulier dans ceux qui ont des troupes engagées dans la Minustah, à exiger de tous les gouvernements qu'ils respectent la résolution votée par le Sénat haïtien au nom du peuple haïtien et qu'ils retirent leurs troupes d'ici au 28 mai 2014.



Dans les faubourgs de Port-au-Prince.

Photo AFP

Des milliers de personnes manifestent contre le gouvernement

Le 18 octobre, plusieurs milliers de personnes ont manifesté dans les rues de la capitale d'Haïti, Port-au-Prince, et de la deuxième ville du pays, Cap-Haïtien, contre la faim et le chômage, et pour réclamer la démission du président Michel Martelly. Des tirs d'arme à feu ont été entendus et des grenades lacrymogènes ont été lancées par les policiers alors que des jeunes manifestants tentaient de forcer les barrages installés par la police aux alentours du palais présidentiel. « Le peuple vit dans la misère. La corruption et la faim augmentent à travers le pays, Martelly doit partir », ont scandé les manifestants, parmi lesquels une grande majorité de jeunes des quartiers pauvres de Port-au-Prince. A Cap-Haïtien, dans le nord du pays, des milliers de personnes sont également descendues dans les rues en brandissant des assiettes et des cuillères au-dessus de leurs têtes pour réclamer de la nourriture. « Le peuple veut du travail et veut vivre dans la dignité », ont chanté des manifestants, qui reprochent au pouvoir de distribuer des plats de nourriture en humiliant les Haïtiens.

“10 ans, ça suffit ! Faisons de 2014 l'année de la plus ample mobilisation pour le départ de la Minustah d'Haïti !”

« Exigeons des gouvernements d'Amérique latine, de la Caraïbe — et de tous les gouvernements impliqués dans l'occupation d'Haïti — qu'ils organisent immédiatement le retrait de leurs troupes ! — Engageons des démarches auprès des Parlements de ces pays pour qu'ils apportent une réponse positive à l'appel à la solidarité parlementaire lancé par le Sénat haïtien ! — Dans chaque pays, informons encore plus largement les organisations politiques, syndicales, populaires et démocratiques, et invitons-les à se joindre à cette campagne sous la forme qu'elles jugeront la meilleure !

Plus que jamais, la consigne de la conférence continentale et des organisations qui donnent suite à la campagne — lesquelles, d'ores et déjà, envisagent des initiatives au niveau continental pour le premier semestre de 2014 dans le cadre des décisions de la conférence des 31 mai et 1^{er} juin 2013 et dans la perspective de la tenue d'une quatrième conférence — est à l'ordre du jour pour tous les peuples : **Pour le retrait immédiat des troupes de la Minustah d'Haïti ! “Défendre Haïti, c'est nous défendre nous-mêmes”.** »

HAÏTI : Moïse Jean-Charles, sénateur ; Fignolé Louis Saint-Cyr, CATH ; Yves Pierre-Louis, Haïti Liberté. **BRÉSIL** : Barbara Corrales, Comite Defender o Haïti é Defender a Nôs Mesmos. **ÉTATS-UNIS** : Larry Adams, Peoples Organization for Progress ; Ray Laforest, 1180 Communication Workers of America ; Nat Wood, Producer, MNN Public Television ; Colia La Fayette Clark, Guadeloupe Haïti Tour ; Quincy Saul, Eco-socialist Horizons ; Anthony Gronowicz, New York City Green Party ; Nellie Bailey, Occupy Harlem. **GUADELOUPE** : Eddy Damas, membre du bureau de l'UGTG, responsable à la communication ; Jocelyn Lapitre, Association des travailleurs et des peuples de la Caraïbe (ATPC), LKP. **MEXIQUE** : Luis Alfonso Vázquez Villalobos, Organisation des travailleurs et du peuple (OPT).

Moyen-Orient

SYRIE

Les djihadistes transitent par Nice

Au cours de l'été, le nombre de djihadistes venus des quatre coins du monde a considérablement augmenté.

Selon les services de renseignements français, « même pour l'Afghanistan, on n'avait jamais vu ça ! ». Selon ces mêmes sources, le nombre de djihadistes tchéchènes a connu une très forte augmentation. Deux lieux de passage ont été identifiés en Europe : la capitale autrichienne, Vienne, carrefour par lequel transitent les djihadistes avant de rejoindre la Syrie via la Turquie, et également Nice. Selon les services français de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), les Alpes-Maritimes sont une des filières de transit des combattants tchéchènes. Dans ce département résident une dizaine de milliers de Tchétchènes. Parmi cette population installée depuis des années dans ce département, quelques éléments servent de relais pour les djihadistes venus du Caucase. Autre avantage de Nice, son aéroport international qui permet de rejoindre la Turquie. Un élément supplémentaire, qui n'est pas dans le rapport de la DCRI, est que le gouvernement français, soutenu par l'extrême gauche, appuie financièrement et militairement les milices en Syrie.

QATAR



File d'embauche sur un des chantiers.

Photo DR

Chantiers meurtriers

Les travaux de construction de stades pour la Coupe du monde de football qui aura lieu au Qatar en 2022 sont meurtriers. Si on prend juste les travailleurs immigrés népalais (400 000 au Qatar) il y a deux cents morts chaque année depuis 2009 sur les chantiers de construction des stades. Comme il n'y a pas d'autopsie, la vérité est cachée, mais, selon des témoins, la plupart de ces ouvriers succombent à un mélange d'épuisement, d'hyperthermie et de déshydratation. Il faut dire que les conditions de travail relèvent plus de l'esclavage que du travail salarié. Tous les jours, les ouvriers travaillent toute la journée sous un soleil de plomb, sans repos, sans droits, sans aucune condition de sécurité, et tout cela pour un salaire de 180 euros, et de 243 euros avec les heures supplémentaires.

ASIE

Pékin et Tokyo condamnés à continuer d'emmagasiner des milliards de dollars d'obligations américaines

La crise budgétaire américaine a beau avoir nui à la crédibilité et à l'image des Etats-Unis, la Chine comme le Japon sont mis dans l'obligation d'acheter encore les obligations du Trésor américain. Premiers détenteurs étrangers de titres de la dette américaine, ils avaient pourtant fustigé l'impasse politique au Congrès des Etats-Unis, et averti que le défaut de paiement qui vient d'être évité de justesse aurait été dévastateur pour l'équilibre financier mondial et, dans leur cas, aurait menacé leurs immenses réserves cumulées de quelque 2 400 milliards de dollars d'obligations du Trésor. Les obligations du Trésor américain devraient garder leur statut de valeur refuge, « car il n'y a pas d'alternative », a averti Susumu Doihara, économiste à l'Institut de recherche NLI, à Tokyo. « Si le Japon décidait de vendre ses obligations américaines, que pourrait-il acheter ? Il possède déjà un montant substantiel de titres libellés en euros. » Une manière de dire qu'il faudra, pour un bout de temps encore, faire, bon gré mal gré, avec les titres américains, quelles que soient les vicissitudes au sommet de l'Etat américain.

CHILI

A un mois de la présidentielle, les étudiants manifestent à nouveau



Dans les rues de Santiago, le 11 octobre dernier.

Photo AFP

Le 17 octobre à Santiago, des dizaines de milliers d'étudiants, de lycéens et de professeurs du public ont de nouveau manifesté, à un mois, jour pour jour, de l'élection présidentielle au Chili, contre un système éducatif cher et inefficace, largement privatisé depuis Pinochet, et pour un enseignement public gratuit et de qualité. C'est la sixième manifestation depuis le début de l'année. Depuis 2011, les étudiants chiliens ont réalisé près d'une centaine de manifestations dans ce but. « Exactement un mois avant l'élection présidentielle, nous réaffirmons avec beaucoup de force que sans les étudiants, les représentants (syndicaux), les professeurs, il n'y aura aucun changement valable dans l'éducation », a affirmé dans le cortège Andrés Fielbaum, président de la Fédération des étudiants de l'université du Chili (FECH), une des principales du pays. Faute de réponse satisfaisante du prochain gouvernement, « les mobilisations continueront au cours des prochaines années », a-t-il encore prévenu. « L'éducation chilienne ne se vend pas ! Elle se défend ! », scandaient, notamment, les manifestants convergeant vers le centre-ville de Santiago.

CHIFFRE

500 000

C'est, selon une étude de l'Irak Body Count, organisme basé en Grande-Bretagne, le nombre de civils — hommes, femmes et enfants — tués par la guerre en Irak, entre l'invasion, en 2003, et 2011, directement dans des affrontements ou des attentats, ou indirectement du fait des conséquences tragiques que la guerre a engendrées en matière sanitaire notamment.



Les arts - Peinture

Une exposition au Grand Palais, à Paris

Georges Braque, une "beauté moderne" pour le XX^e siècle

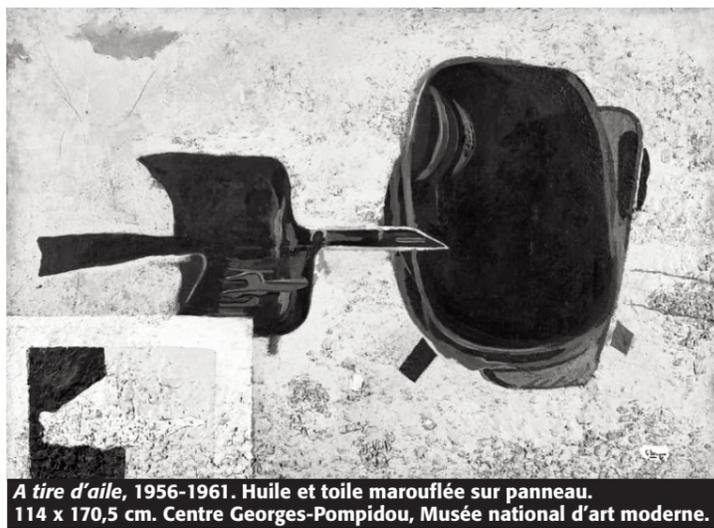
L'exposition rétrospective de Georges Braque ouverte au Grand Palais, à Paris, sera visible jusqu'au 6 janvier 2014. Elle comprend plus de 250 œuvres, des peintures, quelques gravures, des papiers collés, des sculptures. Le parcours de la visite est jalonné de nombreuses citations de l'artiste. Elles éclairent le visiteur sur la réflexion théorique du peintre, inséparable de la recherche plastique.

Repères

- 1882 : naissance le 13 mai à Argenteuil.
- 1890 : installation de la famille Braque au Havre.
- 1906 : exposition de deux toiles fauves au Havre.
- 1908 : première exposition personnelle à la galerie Kahnweiler, préface du catalogue de Guillaume Apollinaire. Le cubisme est né.
- 1914 : mobilisé, envoyé au front dans la Somme. Grièvement blessé l'année suivante puis démobilisé en 1917.
- 1933 : rétrospective à la Kunsthalle de Bâle.
- 1949 : rétrospective au Museum of Modern Art, à New York.
- 1963 : décès de George Braque. Il est enterré au cimetière marin de Varengeville.

Par Gisèle Grammare

Les premières œuvres de Georges Braque appartiennent à la période fauve (du nom d'une exposition collective de 1906). Cette même année, au Havre, il participe à la création du Cercle de l'art moderne. C'est ici que vécurent aussi Eugène Boudin et Claude Monet. Georges Braque a grandi dans ce climat. À partir de 1908 s'ouvre la période de l'invention du cubisme. Elle se situe en partie à l'Estaque (petit port près de Marseille), comme la période fauve, mais pas en bord de mer. Le choix du sujet se resserre. Plus de vision panoramique, mais une focalisation qui fragmente la forme, simplifie les lignes, renforce la construction des éléments, géométrise le motif, élimine toute anecdote, privilégie la droite au détriment de la courbe. Cela va de pair avec une bipolarisation de la couleur : ocre et vert. Arbres et maisons apparaissent en gros plans. L'exposition séquence parfaitement cette première partie du travail du peintre. En choisissant ces motifs en 1908, Braque prend la suite de Cézanne, mort en 1906. La proximité des œuvres de cette période du cubisme naissant est remarquable entre Raoul Dufy, André Lhote, d'autres encore. Il est habituel d'associer Braque à Picasso dans l'aventure cubiste. Dans la phase suivante, 1909-1913, du cubisme analytique, comme dans les débuts du mouvement, il est difficile d'identifier l'auteur. Au lieu de considérer Braque et Picasso en rivaux, il semble plus intéressant de faire ressortir la singularité du par-



A tire d'aile, 1956-1961. Huile et toile marouflée sur panneau. 114 x 170,5 cm. Centre Georges-Pompidou, Musée national d'art moderne.

cours artistique de chacun. Avant le cubisme, avec les périodes *bleue*, 1901-1904, puis *rose*, 1904-1906, et jusqu'à la fin de sa vie, toute la démarche de Picasso est jalonnée par la représentation de la figure humaine. Elle ne sera en retrait que pendant la période cubiste analytique. Il ne s'intéressa presque jamais au paysage. Au contraire, pour Braque, la figure humaine ne représente qu'une infime partie de sa peinture. Ainsi Braque se situe dans la lignée de Cézanne. Deux sources d'inspiration fondent leurs recherches : le paysage et l'objet par la nature morte. Le cubisme analytique constitue pour Braque une rencontre formelle entre le paysage et la nature morte, la nature comme paysage devient un objet, sans distinction dans le traitement pictural. Mais face à la puissance des œuvres de ce type, les mots et les commentaires sont bien en dessous de ce que l'on éprouve, à coup sûr, en regardant des pièces majeures de la création picturale de tous les temps. Voici ce qu'en dit Jean Paulhan dans Braque, le patron : « C'est que le début du XX^e siècle était une époque de géants. C'est que le temps et le pays qui ont vu Cézanne, Van Gogh et Seurat, soudain rayonner Braque, Picasso, Rouault, sont bénis entre tous les pays et tous les temps, plus haut que la Renaissance d'Italie et que la Prospérité de Hollande. C'est qu'il est une Beauté moderne, près de laquelle pâlit la Beauté des Primitifs et celle des Classiques. »

Le 13 septembre 1912, Braque achète à Avignon, chez un marchand de couleurs, des galons de tapisserie qui imitaient les faux bois, comme en utilisaient les peintres en bâtiment. Il séjourne tout près, à Sorgues. Il colle plusieurs rectangles de ce galon sur une feuille de papier blanc. Il complète l'œuvre au fusain, on y reconnaît les traces

"J'aime la règle qui corrige l'émotion. J'aime l'émotion qui corrige la règle"

(Georges Braque, recueil d'aphorismes, Le Jour et la nuit.)

d'un compotier, d'une grappe de raisin. En bas à gauche, on peut lire *ALE*, du nom d'une bière anglaise, et en haut, à droite, *BAR*. Le premier papier collé est né, il s'intitule : *Compotier et verre*, 1912. L'exposition consacre à l'invention des papiers collés une salle entière et passionnante. Mobilisé en 1914, Braque est blessé grièvement à la tête, il sera trépané. Après avoir passé deux jours dans le coma, il revient à la vie le jour de son anniversaire, le 13 mai 1915. La Première Guerre mondiale a porté un coup d'arrêt à l'entreprise cubiste dans sa fulgurance. Elle a dispersé l'avant-garde artistique.

Ni Braque ni Picasso ne se retrouveront dans les mouvements qui émergent dans les années vingt, qu'il s'agisse des développements de Dada, suivi du surréalisme ou de l'abstraction, au seuil de laquelle les avaient conduit leurs recherches. Les leçons du cubisme seront déclinées par Braque, pendant les trente années qui suivirent, dans des natures mortes et des intérieurs où les objets reprennent forme. Les formats grandissent. La couleur reste sobre, la picturalité toujours maîtrisée. Dans la dernière période, l'espace extérieur revient, avec le ciel, les grands oiseaux noirs, les paysages simples, émouvants, de la côte normande, à Varengeville, comme au début, au Havre. « Je serais embarrassé de décider si Braque est l'artiste le plus inventif et le plus divers de notre temps », écrit Jean Paulhan en 1940. *Mais si le grand peintre est celui qui donne de la peinture l'idée la plus aiguë à la fois et la plus nourricière, alors c'est Braque sans hésiter que je prends pour patron.* » (On entendra le terme « patron » au sens médiéval ou renaissant du terme : patron, chef d'atelier de peinture.)

Eclairage

Guillaume Apollinaire : "Une renaissance universelle"

La première exposition personnelle de Braque se tient à la galerie Kahnweiler, en novembre 1908. Guillaume Apollinaire rédige la préface du catalogue : « Voici Georges Braque (...). Il ne doit rien à ce qui l'entoure. Son esprit a provoqué volontairement le crépuscule de la réalité et voici que s'élabore plastiquement en lui-même et hors de lui-même une renaissance universelle. » Apollinaire, contemporain des bouleversements de l'art moderne du début du XX^e siècle, exprime son point de vue avec une admirable lucidité. Dans son article « La peinture moderne », paru en 1913 dans la revue allemande *Der Sturm* (La Tempête), il rappelle que Paris fut au XIX^e siècle la capitale de l'art, même si les mouvements artistiques ne furent jamais exclusivement français, comme le fit Walter Benjamin avec son *Paris, capitale du XIX^e siècle*. Apollinaire cite des noms, de Courbet à Cézanne, de Delacroix à Matisse. Il pressent que ce qui se joue en France au début du XX^e siècle en art ressemble au rôle que l'Italie a tenu à l'époque de la Renaissance. Ainsi, il n'est pas excessif de comparer le cubisme, surtout dans sa période analytique, à une espèce de Renaissance dans les arts plastiques. La recherche, menée en cordée, par Braque et Picasso, fait écho à celles du Titien et du Tintoret à Venise au XVI^e siècle par exemple.

INFOS PRATIQUES

- Du 18 septembre 2013 au 6 janvier 2014**
- Tous les jours de 10 heures à 20 heures, sauf le mardi.
 - Nocturnes jusqu'à 22 heures du mercredi au samedi.
 - Vacances de la Toussaint du 19 octobre au 2 novembre : tous les jours de 10 heures à 22 heures, sauf le mardi.
 - Vacances de Noël du 21 décembre au 4 janvier : tous les jours de 9 heures à 22 heures, sauf le mardi.
 - Fermeture anticipée à 18 heures les 1^{er} et 2 décembre.
 - Fermeture le 25 décembre.

Plein tarif : 12 euros.
 Tarif réduit : 8 euros (16-25 ans, demandeur d'emploi, famille nombreuse).
 « Tribu » (groupe de quatre payants composé d'au moins deux jeunes de 16 à 25 ans) : 32 euros.
 Gratuit : moins de 16 ans, bénéficiaires du RSA et du minimum vieillesse.

CINÉMA

La Vie d'Adèle

Un film d'Abdellatif Kechiche



Le film arrive sur les écrans accompagné de trois palmes d'or cannoises (le réalisateur et ses deux actrices, c'est une première dans l'histoire du festival) et d'une polémique sur les conditions de tournage. À l'arrivée, après trois

heures de projection (qui passent comme une), reste un grand film. Adèle, lycéenne puis institutrice, découvre l'amour avec Emma, et l'âge adulte lui apprend que même les sentiments sont affectés par les différences sociales. L'histoire, on le voit, n'est pas d'une grande originalité. Elle n'offre ni rebondissements ni actions spectaculaires : elle est pourtant, ici, passionnante. Car ce qui accroche, ce qui fascine, ce qui transporte souvent, c'est la vérité des sentiments et des comportements que Kechiche s'acharne à capter sans relâche, dans une perpétuelle tension empathique. Comme très rarement au cinéma, on appréhende totalement le cheminement intérieur d'un individu, ici cette fille gourmande de vie qui aborde les êtres, les choses et l'art sans aucun a priori culturel ou idéologique. Ce qui n'est peut-être pas le cas de son amante, Emma, artiste peintre à l'aise dans le gotha culturel branché. Laquelle des deux est finalement la véritable artiste ? Kechiche, lui, en est un, incontestablement. Les scènes de sexe, belles esthétiquement mais frontales et très réalistes, peuvent éventuellement gêner : elles sont pourtant indispensables, dans leur déroulement attentif au plaisir des corps, à la compréhension de ce qui suit ; Adèle donne comme elle prend, généreusement, elle perd donc douloureusement. Suivant un rythme étonnamment maîtrisé, alternant les scènes étirées et les ellipses significatives, *La Vie d'Adèle* confirme l'exigence artistique et le talent du réalisateur de *L'Esquive* et de *La Graine et le Mulet*. A. V. ■

LES LIVRES

Lumière de Pointe-Noire

Alain Mabanckou Editions du Seuil, 19,50 euros

Alain Mabanckou, qui enseigne la littérature francophone aux Etats-Unis, revient pour un séjour à Pointe-Noire, la ville portuaire congolaise où il a passé son enfance et son adolescence, après vingt-trois ans d'absence. Sa mère, aimante et courageuse, puis son père adoptif, sont morts pendant ce temps. Il les évoque à maintes occasions avec les membres de sa famille, les amis ou connaissances qu'il rencontre pendant son séjour. Ressurgissent les mythes, les fantasmagories et les souvenirs remémorés avec force et humour. Les portraits sont savoureux, justes, sans idéalisation. Des photos ponctuent l'ouvrage. Si les relations retrouvées restent tributaires d'habitudes, de traditions, le pays a changé, après une époque de parti unique (l'auteur était alors lycéen), de troubles et de conflits, attisés, entre autres, par des intérêts pétroliers. La misère, les besoins financiers, la prostitution restent évidents. La religion a conquis du terrain : ainsi, le cinéma Rex, « qui autrefois, (nous) garantissait le rêve, ramenait les héros fictifs du monde entier dans le quartier », est devenu une église évangéliste... Ce livre sensible, léger et grave tour à tour, nous permet de mieux connaître l'auteur du déliant *Verre cassé* et de découvrir son pays d'origine. J. S. ■